

Comme la Ville

Accompagner la réussite éducative

Un programme pour soutenir les enfants et les adolescents en grande difficulté, ainsi que leurs familles, en agissant sur tous les leviers : éducation, santé, culture, sport...



→ **Jussey**
Vive
l'internat !



→ **Lormont**
La réussite
par le sport



Comme la Ville

n° 18 Sommaire

© Couverture:
G. Favier/Agence Vu,
E. Henry de Frahan,
E. Carrau



02-05 Introduction

Malgré l'action de l'État, des villes et des associations, les écarts entre les enfants des ZUS et ceux des autres agglomérations se sont creusés. L'école est un bon baromètre pour mesurer ces écarts (voir infographie, page 4). Le programme «réussite éducative» a été lancé pour accompagner les enfants et les adolescents les plus en difficulté, ainsi que leurs familles. Une interview de Claude Brevan, déléguée interministérielle à la Ville.

06 Le mot

Réussite : pour nombre d'enfants et d'adolescents des quartiers, réussir signifie s'intégrer à la société, mais aussi s'éloigner de sa communauté d'origine et de sa famille.

07 Repères

Comment s'articule le programme «réussite éducative» : les principaux points de repère.

08-17 Sur le terrain



- La PMI de Corbeil-Essonnes expérimente la méthode ACCES.
- Des entreprises bretonnes accueillent des collégiens de Mantes-la-Jolie en stage.
- Soins et culture s'appuie sur des artistes pour réinsérer des adolescents en grande difficulté.
- Deux lieux de prévention «pas comme les autres» dans le 18^e à Paris.
- Lormont valorise la réussite par le sport.
- L'AFEV, une association qui organise le soutien scolaire.
- Jussey : vive l'internat !

18-19 Partenaires

Quatre expériences européennes échangées dans le cadre du réseau URBACT à Myllypuro (Finlande), Nottingham (Grande-Bretagne), Vantaa (Finlande) et Turin (Italie).

20-22 En débat

Ce que le programme «réussite éducative» va changer : un débat entre Jacqueline Costa-Lascoux et Jean-Marie Petitclerc.

23 Voir, lire

Une sélection de livres, revues et sites Internet.

24 Métier

Portrait de Jean-Pierre Guérini, coordonnateur de la veille éducative à Courcouronnes (Essonne).

© E. Carrau



Accompagner la réussite

La réussite des enfants ne doit pas reposer seulement sur l'école, qui joue un rôle prépondérant mais ne peut pas tout. Une intervention éducative, culturelle, sociale, sanitaire est souvent nécessaire, en dehors du temps scolaire, pour aider les familles à parfaire la construction de la personnalité de leurs enfants. C'est la raison pour laquelle le Plan de cohésion sociale comporte un double volet (programmes 15 et 16) relatif à la réussite éducative, depuis la maternelle jusqu'au collège. D'inspiration anglo-saxonne – et notamment américaine à travers le programme Perry Preschool⁽¹⁾ –, ce double volet baptisé programme «réussite éducative» s'appuie aussi sur des expériences françaises telles que les clubs Coup de Pouce CLE développés par l'association APFEE (Association pour favoriser une école efficace) (lire encadré).

Des retards plus importants en ZUS

Les conditions de mise en œuvre de ce Programme viennent d'être arrêtées. C'est l'enfant et sa famille qui sont au centre. «L'enfant qui, pour s'inscrire dans un parcours de réussite, présente des signes de fragilité et qui a besoin d'être accompagné. Il ne s'agit pas d'un dispositif supplémentaire mais plutôt d'un moyen de mobiliser tous les dispositifs existants autour de la cause de ceux qui en ont le plus besoin», explique Claude Brevan, déléguée interministérielle à la Ville. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont donc directement concernés. En effet, malgré l'action de l'État, celle de l'Éducation nationale en particulier, ou encore celle des associations de soutien scolaire très présentes dans ces quartiers, les écarts entre les élèves des ZUS et ceux des autres agglomérations restent importants. Les évaluations pratiquées au CE2 et à l'entrée en classe de sixième sont très nettes sur ce point (voir infographie, page 4). Un retard que l'on retrouve au niveau du bac, et plus tard, au cours des études supérieures : en ZUS, comme ailleurs, le nombre de diplômés a augmenté, mais moins rapidement que dans les autres agglomérations et, au final, les écarts entre les territoires se sont accrues.

© D. Grimonet

© M. Khalifi

© B. Cezard

© E. Carrau

© E. Henry de Frahan

© H. Confimères

© M. Khalifi

© M. Khalifi

© A. Van Der Stegen/Editing Server



© E. Henry de Frahan

gner ussite éducative

Agir sur tous les domaines

Dans ce numéro de *Comme la Ville*, nous avons voulu non seulement présenter l'architecture du programme « réussite éducative » (lire *Repères*, page 7), mais aussi illustrer la manière dont il va progressivement être mis en œuvre et se déployer partout en France. Pour agir sur la réussite éducative des enfants, il faut agir sur l'éducation, mais également sur la santé, la culture, le sport, la prévention... La politique de la ville s'est saisie de tous ces domaines depuis plusieurs années. Et dans les quartiers de banlieue, les expériences diverses conduites par des acteurs institutionnels, associatifs, privés... ont tous la même visée: donner une chance aux enfants les plus en difficulté. Le dossier central de ce *Comme la Ville* présente plusieurs de ces expériences: la lecture aux bébés dans une PMI de Corbeil-Essonnes, des stages en Bretagne pour des collégiens de Mantes-la-Jolie, un atelier artistique à Gennevilliers, le travail d'un bénévole dans une association de soutien scolaire implantée partout en France, un internat éducatif près de Vesoul, un coordonnateur de la veille éducative à Courcouronnes... Autant d'initiatives qui témoignent de l'effort entrepris par la politique de la ville pour accompagner les enfants et les adolescents en difficulté, et qui préfigurent bien la nouvelle démarche voulue par Jean-Louis Borloo.

En clôture de ce numéro, Jacqueline Costa-Lascoux et Jean-Marie Petitclerc en ont débattu, mettant l'accent, de concert, sur la notion d'enfants en difficulté et sur les effets attendus du nouveau Programme. Celui-ci est doté de financements importants et programmés sur cinq ans, il ambitionne de marquer un vrai tournant. ▣

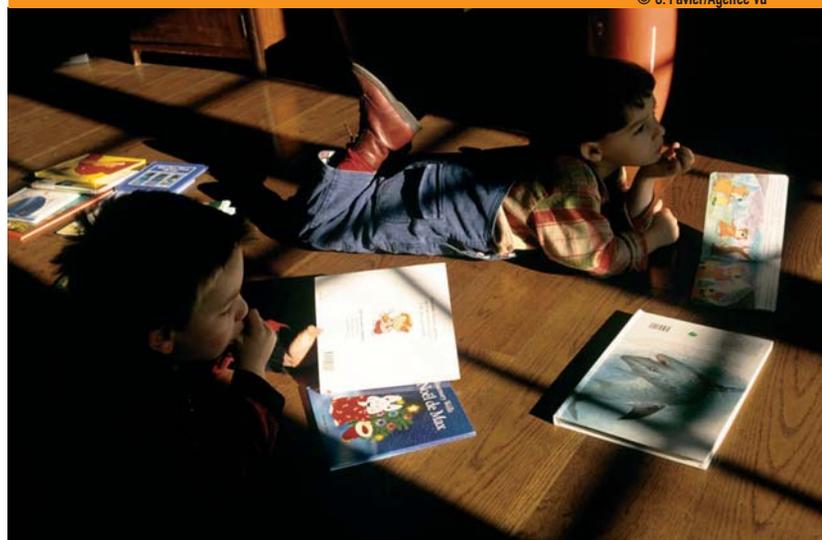
(1) Programme de soutien aux enfants et aux familles défavorisés, le Perry Preschool Project fonctionne aux États-Unis depuis 1962. Testé sur des jeunes suivis jusqu'à l'âge de 27 ans, il aurait fait ses preuves, autant en matière de baisse de la délinquance que de diminution du coût des aides sociales et sanitaires.
Site Internet: www.highscope.org

Les clubs Coup de Pouce CLE

Créée en 1984 à l'initiative d'une équipe d'enseignants soucieux d'agir contre l'échec scolaire, l'APFEE développe depuis 1995 les clubs Coup de Pouce CLE (clubs de lecture écriture), un dispositif financé et piloté par les municipalités qui en font la demande et conduit en collaboration avec les écoles. Il vise à compenser le manque de soutien scolaire dans les familles de certains enfants, en particulier dans l'apprentissage de la lecture. Les séances ont lieu chaque soir à l'école et sont animées par un intervenant formé par l'APFEE. Un club Coup de Pouce CLE comprend 5 enfants. Il en existe actuellement plus de 600 en France.

Contact : APFEE
☎ 04 72 00 31 60
apfee@wanadoo.fr / www.apfee.asso.fr

© G. Favier/Agence Vu



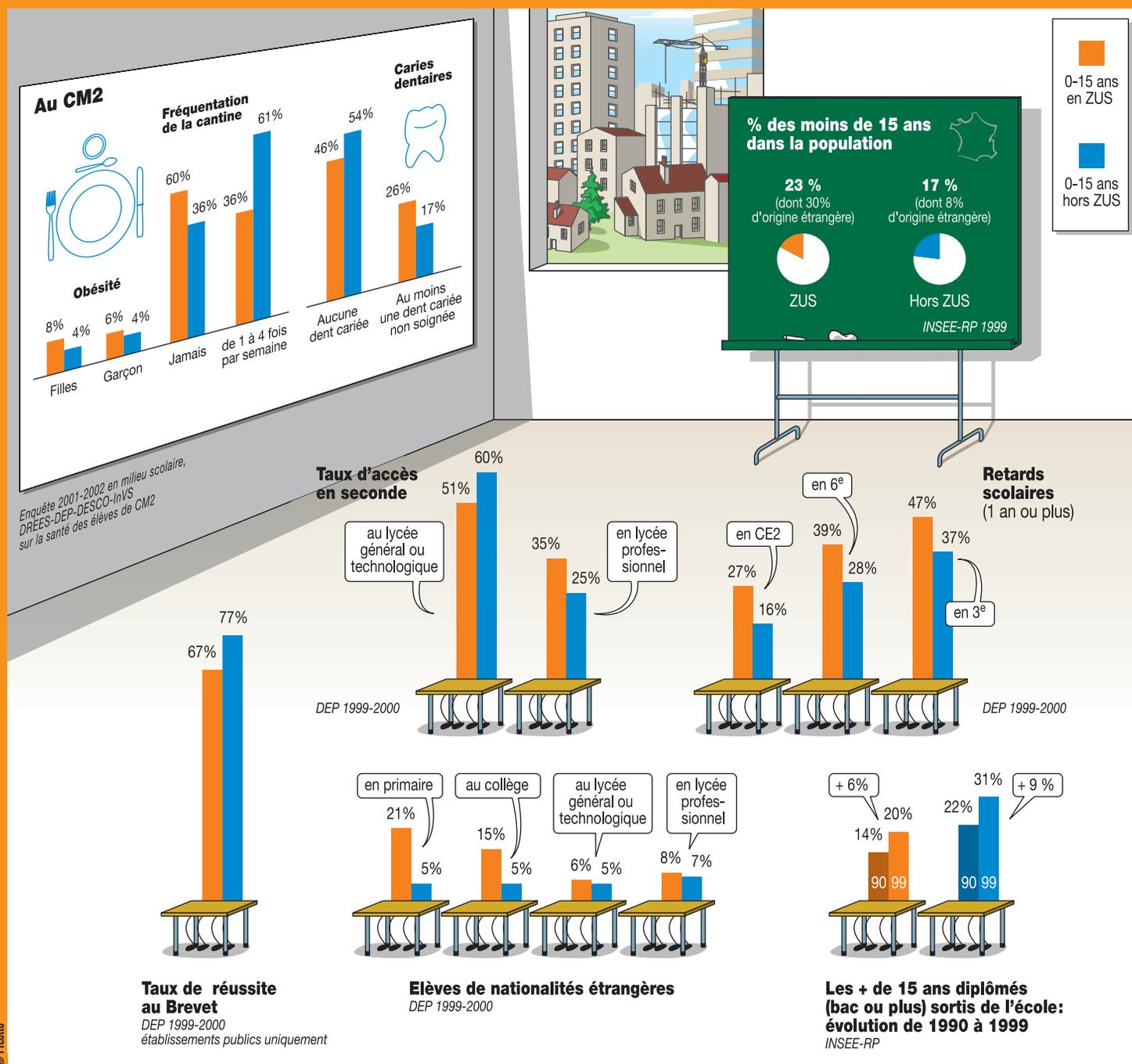
L'école, un bon baromètre

Pour agir sur la réussite éducative des enfants, il faut agir sur tous les leviers : éducation, santé, culture, sport... Or, comme le montrent ces données tirées du rapport de l'Observatoire national des ZUS, les enfants et les élèves des ZUS de moins de 16 ans concentrent un grand nombre de difficultés. Conjugées les unes aux autres, ces difficultés peuvent se traduire par de vrais handicaps pour eux.

La proportion de moins de 15 ans est plus importante en ZUS (23%) qu'ailleurs (17%). Les écoles en ZUS comptent beaucoup plus d'élèves de nationalité étrangère, surtout dans les petites classes : 21% au primaire et 15% au collège (contre 5% hors ZUS dans les deux types d'établissement). Enfin, dans son rapport 2004, l'Observatoire national des ZUS estime que la part d'élèves issus de milieux défavorisés est de 63% en ZUS, alors

qu'elle n'est que de 43% hors ZUS. Autre constat : des retards plus marqués dans les résultats scolaires pour les élèves des ZUS. Au CE2, 27% d'entre eux ont un retard d'un an ou plus (16% hors ZUS) ; en 6^e, ils sont 39% dans ce cas contre 28% hors ZUS et, en 3^e, 47% contre 37% hors ZUS. Des écarts importants que l'on retrouve dans les taux de réussite au brevet et, plus tard, dans la proportion de diplômés. En ZUS comme ailleurs,

le nombre de titulaires du bac ou d'un diplôme supérieur a augmenté, mais cette augmentation étant moins rapide qu'ailleurs, les écarts entre les territoires ont tendance à s'accroître. Enfin, les indicateurs sur l'obésité et la santé bucco-dentaire sont moins bons en ZUS ; des chiffres à corréliser avec ceux de la fréquentation de la cantine scolaire, qui est moins régulière dans les quartiers qu'ailleurs.



Source : Insee exploitation DIV/Observatoire national des ZUS-rapport 2004.

3 questions à Claude Brevan

déléguée
interministérielle
à la Ville



© Mohamed Khalfi

Bilan d'étape du Programme

Depuis janvier 2005, les nombreux déplacements en région effectués par la DIV ont permis de constater la forte mobilisation des services déconcentrés de l'État, des communes et des départements sur le programme « réussite éducative ». Ainsi, début juin, 120 villes étaient déjà engagées dans ce programme, dont une majorité qui, auparavant, avait mis en œuvre une démarche de veille éducative. Parmi elles, Courcouronnes, Dreux, Évry, Lyon, Perpignan, Toulouse, le contrat de ville du Nord Isère, Nancy ou encore Tours, Châteauroux, Roubaix, Tourcoing... Ce sont ainsi près de 90 équipes pluridisciplinaires de soutien, réunissant des enseignants, des travailleurs sociaux, des professionnels de santé, des intervenants culturels et sportifs, qui vont être créées. Elles seront opérationnelles à partir de septembre 2005 et devraient prendre en charge, au total, près de 8 000 enfants et adolescents. Par ailleurs, deux projets de réussite éducative en lien avec des internats de la région lyonnaise ont été labellisés. D'autres projets devraient voir le jour dans les mois qui viennent.

« Des moyens financiers à la hauteur de l'enjeu. »

En quoi le programme de réussite éducative marque-t-il un changement dans l'approche des enfants en difficulté ?

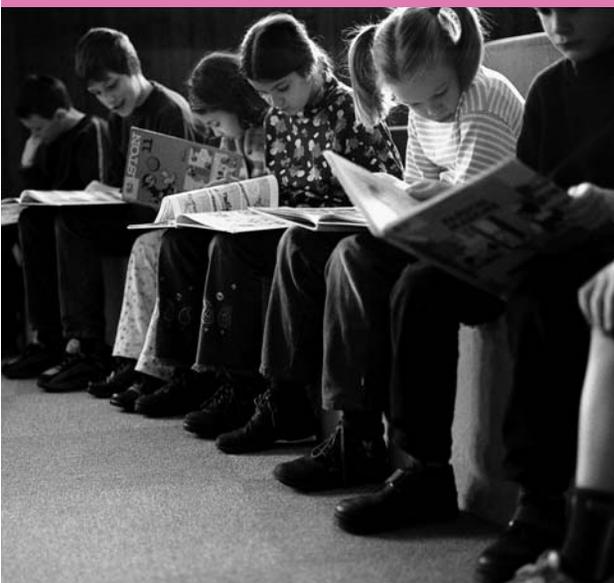
Beaucoup des actions menées jusqu'à maintenant en direction des jeunes sur les territoires de la politique de la ville avaient pour objectif de compenser pour une part le déficit social économique et culturel des enfants et adolescents, et de leur créer un environnement plus favorable à une meilleure intégration. Aujourd'hui, il convient, au vu des chiffres, de se fixer un objectif à la fois plus ambitieux et plus centré sur la réussite scolaire, dont on sait qu'elle n'est pas de la seule responsabilité de l'éducation prioritaire. Beaucoup de dispositifs existent : ils se complètent, se chevauchent, et s'il convient de les conforter en termes de prévention large pour le plus grand nombre, il convient aussi de les fondre au service d'une ambition plus pointue. Il convient aussi de cesser de considérer que chaque administration est propriétaire d'un public, d'une tranche d'âge, d'une tranche horaire... Enfin, nos interventions doivent porter prioritairement non sur des groupes, mais sur des individus, en personnalisant ce qui leur est proposé en appui à leurs difficultés spécifiques.

Comment les partenaires du programme vont-ils coopérer ?

Les dispositifs de réussite éducative ont vocation à s'articuler avec les dispositifs existants (CEL, PEL, CLASS, École ouverte, contrat temps libre...). Ils ne visent pas à se substituer à d'autres dispositifs en faveur de l'enfance. Il s'agit au contraire de les amplifier en fédérant les moyens et les énergies dans un objectif de meilleure efficacité. Ils s'appuient sur des équipes pluridisciplinaires de soutien, qui réunissent à la fois des professionnels de différentes spécialités du secteur public ou privé (enseignants, coordonnateur de ZEP-REP, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, pédopsychiatres, rééducateurs, intervenants sportifs et culturels...) et des associations dont le professionnalisme est reconnu, en particulier celles étant agréées par le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de la Cohésion sociale et/ou le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la vie associative. Le repérage des enfants et des adolescents est fait par la communauté éducative. Pour ce faire, une collaboration étroite avec le service de promotion de la santé de l'Éducation nationale, les réseaux d'aides aux élèves en difficulté (RASED), les conseillers d'orientation psychologues (COP), l'intersecteur de pédopsychiatrie, les services de la protection maternelle infantile, ceux de l'aide sociale à l'enfance doit être recherchée.

Concrètement, quels objectifs vous êtes-vous fixés ?

Nous poursuivons plusieurs objectifs. Le premier : apporter des réponses concrètes grâce à une mobilisation renforcée et des moyens financiers à la hauteur de l'enjeu. Au-delà de cet objectif prioritaire, en faisant porter le projet local de réussite éducative par une structure juridique comme la caisse des écoles, le groupement d'intérêt public dédié ou l'établissement public de coopération éducative, nous voulons instituer un partenariat optimal, à même de favoriser la cohérence des actions menées en matière d'éducation à l'échelle du territoire. Pour être le plus efficace possible, nous allons mesurer les effets des actions menées à l'aide d'une batterie d'indicateurs. Enfin, en mutualisant les différents financements qui alimentent les dispositifs éducatifs au sein d'une même structure juridique, on devrait éviter la logique de guichet et donner la priorité au projet. ▣



© P. Bastien/Editing Server

réussite

La réussite permet de s'intégrer dans la société mais elle peut aussi éloigner de sa communauté d'origine et de sa famille. Dans la prise en charge éducative des jeunes des quartiers, on est en permanence confronté à cette tension.

Dans son film *Million Dollar Baby*, Clint Eastwood conte l'histoire émouvante et dramatique d'une « réussite » éducative : celle d'une jeune femme qui, à travers sa passion de la boxe, s'arrache à une famille enfermée dans l'échec et la dépendance, pour prendre en main son existence. Bien au-delà de ses succès pugilistiques, elle conquiert le respect et la reconnaissance d'une communauté qui l'adopte et l'amour d'un homme, son entraîneur, construisant ainsi l'estime de soi et la confiance en soi, conditions de l'affirmation de son autonomie. Elle saura puiser dans cet amour et cette reconnaissance la force nécessaire pour rester fidèle à elle-même, refusant, jusqu'à la mort, le retour à la dépendance qui serait la négation du sens même de sa vie. La réussite, nous dit Eastwood, suppose à la fois l'approbation d'autrui, le respect, et donc le partage de valeurs communes, et en même temps, l'autonomie de la personne, la reconnaissance de son individualité, de sa manière spécifique de réaliser les valeurs communes. De ce point de vue, la relation éducative est une relation d'amour : l'affection fonde l'acceptation, voire l'encouragement de l'autonomie. Dans la famille « naturelle » de la jeune femme, l'enfermement dans l'échec et la dépendance et le refus de l'autonomie de l'autre sont l'expression de l'absence d'amour. Il y a donc dans la réussite un déchirement permanent. La reconnaissance et l'amour permettent à l'individu de construire l'estime de soi et la confiance qui lui sont indispensables. En même temps, son individualité ne peut s'affirmer qu'indépendamment d'autrui, voire en opposition. La réussite suppose l'acceptation de cette tension et la capacité de l'affronter. Elle pose une question redoutable : comment permettre à chacun d'être une personne aimée et un membre reconnu de la communauté et en même temps un individu particulier, maître de lui-même et du sens de sa vie ?

Un vecteur d'intégration pour la société...

Les questions posées par Eastwood sont au cœur des difficultés rencontrées dans nombre de quartiers sensibles. La recherche de la réussite, selon les critères de la société dominante, apparaît comme une sorte de devoir et un vecteur d'intégration. Mais la réussite éloigne des autres, de la cité ou de la famille, car elle s'accompagne d'un changement de milieu. Pour la famille, elle est source de fierté mais aussi facteur d'inquiétude : ne rendra-t-elle pas ses enfants distants et incontrôlables, prompts au mépris et à l'oubli de ses origines ? Pour nombre de familles migrantes, cette perspective est insupportable au point qu'à la fierté de la réussite, elles préfèrent

le maintien de la continuité culturelle et familiale. Quant à l'individu, il est pris dans un déchirement similaire : réussir ne signifiera-t-il pas trahir les siens, perdre leur reconnaissance sans gagner pour autant celle d'une société qui exclut et discrimine ? Ne va-t-il pas avoir honte de son milieu d'origine et de ses parents ? Et honte d'avoir honte de sa famille, surtout si celle-ci a consenti un lourd sacrifice. La réussite acquise, comment préserver sa spécificité, ses liens avec son milieu et l'assurer de sa fidélité, si la société dominante ne reconnaît pas la valeur de ce milieu et de son mode de vie particulier ?

... une trahison pour les familles

Pour les éducateurs, le problème est redoutable : il leur faut convaincre des jeunes garçons de ne pas préférer la solution de l'échec, qui leur apparaît souvent comme parfaitement logique ; convaincre aussi des jeunes filles d'assumer la conquête d'une autonomie qui, parfois, est vécue dans la honte et comme une trahison et qui, parfois, débouche sur une grande solitude. La réussite n'est pas simplement le produit d'une mobilisation individuelle et collective. Elle est aussi un travail sur soi, qui consiste à se changer et à changer ses rapports avec sa communauté et avec les autres. Elle est une haute ambition et, comme telle, comporte le risque d'échecs douloureux. Pour ne pas faire de la réussite une norme morale écrasante, la société doit valoriser les capacités particulières de chacun et l'importance de son mode de vie pour les fins communes. S'il n'y a qu'une réussite, les voies pour y parvenir sont aussi diverses que les individus. ▣

Olivier Costal



Le programme « réussite éducative » (programmes 15 et 16 du Plan de cohésion sociale) a pour objectif d'accompagner, dès l'école maternelle et jusqu'à la fin de leur scolarité, les enfants de 2 à 16 ans présentant des signes de fragilité, tout en prenant en compte leur environnement familial. Il vise prioritairement les ZUS et les ZEP, où les retards scolaires restent les plus importants.



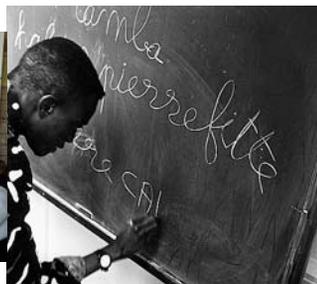
© F. Gayral/Item



© G. Magder



© D. Grimonet



© A. Lejarre



© E. Henry de Frahan/Editing Server

• Les enfants et les adolescents les plus fragilisés

Le programme « réussite éducative » a pour objet un soutien personnalisé d'enfants et d'adolescents en grande fragilité ou en échec scolaire, vivant dans un environnement social et familial difficile : précarité, logement insalubre, illettrisme, difficultés relationnelles au sein de la famille...

L'accompagnement de ces jeunes doit se faire dans le cadre d'un projet et d'un suivi inscrit dans la durée, qui peut être individuel ou plus collectif au sein d'actions éducatives, telles que le soutien à la scolarité, des activités artistiques, culturelles, sportives... Les parents sont associés à la démarche : ils participent à la définition et au suivi du parcours éducatif proposé à leur enfant. Ils peuvent aussi être aidés directement dans l'exercice de leur fonction parentale, sous la forme d'un accompagnement ou par une aide financière adaptée. Dans tous les cas, les informations échangées entre les acteurs doivent rester confidentielles.

• Un partenariat et une structure juridique

Tous les acteurs éducatifs, y compris ceux qui relèvent de la protection de l'enfance, sont concernés par le programme : mairies, conseils généraux,

inspecteurs d'académie, directions départementales de l'action sanitaire et sociale, de la jeunesse et des sports, de la protection judiciaire de la jeunesse, caisses d'allocations familiales, directions régionales de l'action culturelle et délégations régionales du FASILD... Le projet local de réussite éducative est mis en œuvre par le biais d'une structure juridique dotée d'une comptabilité publique (GIP, établissement public local, caisse des écoles...), qui joue le rôle d'une instance de débat, de décision et de gestion financière. Cette structure perçoit directement les financements accordés par l'État.

• Une équipe pluridisciplinaire de soutien

Le programme est mis en œuvre au plan local dans le cadre d'un projet qui décline un programme d'actions dans les domaines éducatif, de la santé, de la culture, des sports. Il s'appuie également sur une ou des équipes pluridisciplinaires de soutien réunissant, au sein d'un réseau coordonné, enseignants, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, pédopsychiatres, animateurs sportifs et culturels..., et représentants d'associations reconnues. La configuration des équipes peut varier selon les besoins de chaque projet.

• Une articulation avec les dispositifs existants

Le projet de réussite éducative s'inscrit souvent dans un projet éducatif local plus global. Il s'articule ainsi avec les dispositifs existants (contrat éducatif local, contrat local d'accompagnement à la scolarité, contrat temps libre, contrat enfance, École ouverte, réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents...) en s'appuyant sur leurs actions qui ont une visée collective, mais en les ciblant sur des situations individuelles.

• Les internats de réussite éducative

L'accueil en internat est un facteur de réussite pour les adolescents qui connaissent des difficultés familiales et environnementales. Le programme peut soutenir des projets d'internat sous certaines conditions : l'internat doit apporter, sur la base d'un projet pédagogique, un cadre de vie et de travail stable, un encadrement et un soutien éducatif, psychologique et culturel. Il doit proposer des actions éducatives, sportives et culturelles hors temps scolaire. La mixité sociale est indispensable et les adolescents en difficulté doivent être intégrés au sein d'internats « classiques ».

Eux et leurs parents doivent percevoir la solution de l'internat comme une chance et non comme une sanction.

• Des financements programmés sur cinq ans

Pour être financé, chaque projet doit d'abord être instruit au niveau départemental par le préfet et l'inspecteur d'académie qui émettent un avis, y compris sur le montant de la subvention demandée. Une cellule nationale, constituée de la DIV et de la DESCO, valide ensuite les projets qui lui sont transmis par les préfets. La DIV délègue les crédits aux préfets qui signent des conventions avec les structures juridiques porteuses. Le budget alloué par l'État au programme national est de 62 millions d'euros en 2005 ; la loi de cohésion sociale prévoit 174 millions en 2006, et 411 millions en 2007. À terme, 900 projets devraient être financés et plus de 200 000 enfants et adolescents concernés.

Contacts

DIV :
Sylvie Durand-Savina, responsable
du département Cohésion sociale
sylvie.durand-savina@ville.gouv.fr

Yves Goepfert, chargé
de mission Éducation,
yves.goepfert@ville.gouv.fr

Lire note de cadrage sur le site
www.ville.gouv.fr

Sur le terrain

Reportages réalisés par Bruno Crozat, Marion Desjardins, Anne Dhoquois, Corinne Gonthier et Caroline Hamon.

Des expériences fondatrices déjà anciennes

Le programme « réussite éducative » s'est inspiré d'expériences conduites dans le cadre de la politique de la ville depuis parfois de nombreuses années. Qu'il s'agisse d'encadrement culturel, sportif, préventif, artistique, scolaire..., un certain nombre de ces actions s'inscrit parfaitement dans le cadre de la dynamique de réussite éducative qui se met en place. Tour d'horizon en images.



© Photos Mohamed Khalif

Les vertus de la lecture au berceau

Depuis près de vingt ans, ACCES lutte contre les inégalités culturelles et l'exclusion... dès le berceau. Visite à la PMI de Corbeil-Essonnes, qui expérimente la « méthode ACCES », avant de voler de ses propres ailes en septembre.

Ce mercredi-là, ACCES (Actions culturelles contre les exclusions et les ségrégations) tenait à la PMI de Corbeil-Essonnes sa quatrième séance mensuelle. Une fois transmis sa « méthode » et son savoir-faire, l'association s'éclipsera en septembre pour laisser les éducatrices de la PMI voler de leurs propres ailes... Comme à chaque fois, Danièle Demichel, l'animatrice-formatrice d'ACCES est là dès 9 h 15, avant

que ne débutent les premières consultations, entourée d'Annie Barré, responsable du secteur jeunesse de la médiathèque voisine, et de Sandrine Theveu, l'une des éducatrices : « *Quand je suis arrivée il y a un an, indique cette dernière, le coin lecture était très peu investi. On a réfléchi avec l'équipe et j'ai pris contact avec ACCES dont j'avais entendu parler.* » Depuis près de vingt ans, l'association propose en effet de la lecture

aux tout-petits des quartiers défavorisés (jusqu'à 5 ans) et même aux bébés. Son credo : la mélodie des mots a une influence sur les tout-petits, difficile à évaluer, parfois imperceptible, mais réelle. Avec sa « méthode », ACCES montre que les difficultés d'apprentissage de la lecture sont souvent dues à un manque de contact avec les livres et de familiarité avec la langue du récit. « *Alors, nous sensibilisons les enfants sans*



La lecture finit toujours par capter l'attention des enfants. Lorsque Annie Barré, responsable du secteur jeunesse de la médiathèque du quartier, se met à lire, Matisse y prête peu d'attention jusqu'à ce qu'Alicia s'approche. À ce moment-là, la magie de la lecture s'opère.

« Nous sensibilisons les enfants et leurs parents à la lecture-plaisir, dont ils se souviendront et à laquelle ils reviendront. »

Danièle Demichel, animatrice-formatrice d'ACCES.

les chaises et les tables. Ils se mêlent aux jouets habituels. *«L'important, c'est de rendre les livres accessibles, note encore Danièle Demichel. Sur le sol, ils paraissent moins impressionnants. Nous aussi, nous nous asseyons par terre.»*

«Et ce ne sont pas n'importe quels livres...», précise Sandrine Theveu qui, avec ACCES, a appris à regarder différemment les illustrations, les couleurs, la mélodie du texte. Les premiers à faire leur entrée, ce sont deux frères, William, 6 ans, Michael, 2 ans, et leur mère. Des habitués. William s'installe pour jouer avec un camion. Annie Barré s'approche avec précaution : *«Tu veux que je te lise ce livre ?»*

Pas de réponse, mais elle lit tout de même et à haute voix. *«Le principe, decode Danièle Demichel, c'est de lire individuellement mais au sein du groupe et sous le regard d'un parent, et surtout de ne pas se découvrir.»* Lorsqu'à son tour, elle se met à lire, Alicia, 4 ans, et Matisse, 5 ans, décident de lui tourner le dos pour aller jouer plus loin... Quant à William, hostile au début, il finit par écouter Annie Barré et même participer en choisissant tout seul ses

livres. À ce moment-là, Michael s'approche. À la lecture, l'enfant pose une main protectrice sur le cou de son frère aîné. On aurait dit que le livre les avait soudain rapprochés.

Entre-temps, Alicia s'est également avancée. *«Il suffit que l'on s'interrompe pour que l'enfant, parti à l'autre bout de la pièce, nous interpelle...»*, sourit l'animatrice d'ACCES. Autre clé pour réussir l'exercice : l'implication de la mère. Si elle ne réagit pas, les enfants non plus. Comme s'ils ne se sentaient pas autorisés. C'est pourquoi les animatrices d'ACCES terminent souvent la séance en parlant aux mamans des bibliothèques. *«Nous les incitons à s'y rendre, conclut Danièle Demichel. C'est pourquoi nous faisons venir une bibliothécaire à chaque séance, ça facilite les choses.»* ☐

Marion Desjardins

Contacts
PMI Henri Dunant
 ☎ 01 60 89 93 60
ACCES ☎ 01 43 73 83 53
 acces.lirabebe@wanadoo.fr
 «Pas Sage» ☎ 06 25 23 88 25
 asso.ancrage@free.fr

« Pas Sage » : une autre démarche

« Nous sommes un maillon de la chaîne », explique Rachèle Padié, coordonnatrice du projet « Pas Sage » qu'elle a contribué à mettre en place il y a deux ans. Ce lieu d'accueil, situé à Tournefeuille, dans la banlieue toulousaine, et qui fonctionne selon le principe des Maisons ouvertes de Françoise Dolto, constitue même le premier des maillons. « Pas Sage », en effet, est réservé aux tout-petits jusqu'à 5 ans, accompagnés d'un parent. Dans cet espace de jeux et de détente, les enfants se sociabilisent et se préparent à l'entrée en crèche ou à l'école, moyennant 2 euros par visite. Les quatre accueillantes, qui se relaient deux par deux, les trois jours d'ouverture (de 15 h à 19 h), sont toutes des psychologues-cliniciennes. « Ce n'est pas pour autant un lieu thérapeutique, assure Rachèle Padié. Les femmes qui viennent ici n'ont pas forcément de problème. Elles sont parfois isolées, mais parfois juste très inquiètes, et nous les aidons en les préparant, par exemple, à la séparation d'avec leur enfant s'il doit entrer en crèche ou à l'école.»

Si de petits problèmes sont détectés chez un enfant ou au sein de la famille, « Pas Sage » peut les orienter vers d'autres structures. Le travail en réseau fonctionne bien, notamment avec la cellule de veille éducative, la mairie – qui prête ses locaux à l'association –, la CAF de Haute-Garonne, le conseil général et la DDASS.

En 2004, 240 familles ont fréquenté « Pas Sage » plus ou moins régulièrement. Certains enfants ont grandi ici. *« Cela permet de suivre les familles, indique Rachèle Padié, même si, l'anonymat étant la règle, les enfants ne sont ici connus que par leur prénom. »* M.D.



les brusquer, pour leur faire découvrir, ainsi qu'aux parents qui les accompagnent, la lecture-plaisir dont ils se souviendront et à laquelle ils reviendront», explique Danièle Demichel.

Des livres à portée de main

En un clin d'œil, la salle de consultation est transformée. Des tapis recouvrent le sol. Des livres – près d'une centaine – y ont été déposés ainsi que sur



Ci-dessus : Nathanaël (à gauche) en stage chez un plombier-chauffagiste breton. Ci-dessous : lui et ses camarades se retrouvent pour dîner dans la maison où ils logent, le long du canal reliant Nantes à Brest.

Entreprise bretonne accueille collégiens du Val-Fourré

Dans le cadre de leur stage professionnel obligatoire, une quarantaine de collégiens de Mantes-la-Jolie ont vécu, durant l'année scolaire, une semaine en entreprise, tout près de Quimper.



Zone industrielle de Châteauneuf-du-Faou, dans le Finistère. Dans le laboratoire alimentaire de la pâtisserie-traiteur Thierry, les fonds de tarte s'empilent sur le chariot. Mariages, baptêmes, fêtes de famille..., les fins de semaine sont chargées et les commandes s'accumulent. Côte à côte, Véronique et Adama garnissent en silence les gâteaux fourrés aux pommes. Cette jeune Bretonne de 23 ans accomplit un stage professionnel dans le cadre d'une formation hôtelière. Adama, lui, n'a que 15 ans. Il est encore collégien à Gassicourt, quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (78). C'est sa première expérience professionnelle. Après la 3^e, il voudrait s'orienter vers la vente, de préférence dans le secteur du sport. « *Le soir, mon père et ma mère rentrent fatigués. Moi, je n'y fais pas attention,*

mais ici je vois bien que le travail c'est plus dur que l'école ! » Adama arbore pourtant le sourire. Si c'est fatiguant, c'est aussi enrichissant, et ça change. Mardi, il a passé sa journée à faire la plonge. Le lendemain, il vendait des spécialités bretonnes sur un marché, jeudi il a lavé les camions de livraison, aujourd'hui il prépare les desserts du week-end. Thierry Olu, le patron de cette PME d'une demi-douzaine de personnes, connaît bien Mantes-la-Jolie. Il y a dirigé deux hôtels avant de monter sa propre entreprise à Châteauneuf-du-Faou : « *Ça leur fait du bien à ces adolescents des banlieues de changer de cadre. Le stage se passe bien, aussi bien... c'est même rare pour un garçon de son âge.* »

Bien encadrés

Avec sept autres de ses camarades, Adama découvre la Bretagne et

l'entreprise. Ils sont logés dans une ancienne maison d'éclusier. Le dépaysement est total. Ils sont quatre garçons, quatre filles. Deux couples de retraités, issus du même quartier qu'eux, se chargent de l'intendance, de les emmener au travail le matin et de les récupérer en fin d'après-midi. Le soir, ils se réunissent autour de la cheminée pour discuter de la journée. Un bilan qui sert à la fois de régulateur et de mise en commun : « *Les jeunes font le point, ce qu'ils ont aimé, les difficultés... C'est important, chacun profite ainsi des expériences des autres* », explique Dominique Riquier. Cet ancien directeur du centre social de Châteauneuf-du-Faou assure l'interface sur le terrain, contacte les chefs d'entreprise, accompagne le groupe durant la semaine. Souci de santé, problème avec l'entreprise, difficulté dans la vie du groupe...

aux côtés des retraités accompagnateurs, il est chargé de faire face aux impondérables : « Il se passe plein de choses durant ces séjours. La dernière fois, l'un des retraités du Val-Fourré s'est intéressé à un restaurant qu'il envisageait de reprendre. Cette fois-ci, l'entreprise de salaison Bretagne Saumon a proposé à Araphie, sa stagiaire, de venir travailler l'été. Les gens d'ici apprécient de voir des jeunes découvrir leur région, d'autant plus que le bassin d'emploi manque de main-d'œuvre. »

Tisser un nouveau réseau

Ces stages d'entreprise en terre bretonne ont débuté au premier trimestre de l'année scolaire. Au Val-Fourré, les chefs d'établissement ont d'abord joué la prudence, avant d'être surpris par la transformation de certains élèves, comme cette adolescente en échec scolaire, revenue totalement motivée par son avenir. L'association Cap et Vie organise depuis sept ans des séjours à la campagne pour les familles de ce quartier de Mantes-la-Jolie. Les enfants partent une dizaine de jours avec leurs parents chez des agriculteurs, tandis que ces derniers viennent à Mantes. Un échange entre la banlieue et la campagne, qui permet de nouer des liens, de tisser un réseau différent et de faire surgir des projets. Les stages en entreprise pour les classes de 3^e s'inscrivent dans cette dynamique. « C'est très difficile pour les familles de trouver une entreprise qui accueille leur enfant en stage », explique Michel Moraël, l'initiateur du projet. La rupture et le dépaysement ouvrent des perspectives très nouvelles à ces collégiens, qui doivent choisir leur orientation en fin d'année. Au total, ils sont une quarantaine issus de six collèges de Mantes à être déjà partis. ■

Bruno Crozat

Contact
Association Cap et Vie
© 01 30 94 43 13

À Gennevilliers (92), Soïn et culture vise à réinsérer les jeunes de 10 à 17 ans en grande difficulté, en s'appuyant à la fois sur la création artistique et le soutien thérapeutique. Une expérience inédite.

Des artistes pour soigner



Le psychiatre Claude Louzoun (au centre avec des lunettes) entouré d'une partie de l'équipe artistique de Soïn et culture.

© Eléonore Henry de Frahan

« Ils s'étonnent que l'on s'intéresse à eux. À 14 ans, ils vous disent que leur vie est foutue. Ils ont renoncé. » Claude Louzoun est médecin psychiatre à Gennevilliers. « Les décrocheurs », « les incasables », lui et son équipe de Soïn et culture leur tendent la main. Ils ont démarré leur action fin 2002, dans le cadre d'un partenariat entre la pédopsychiatrie, l'Éducation nationale, la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et l'association La licorne. Objectif : réinsérer une trentaine de jeunes, de 10 à 17 ans, en grande difficulté, issus de cinq communes du nord des Hauts-de-Seine (Asnières, Clichy-la-Garenne, Gennevilliers, Levallois-Perret et Villeneuve-la-Garenne). Repérés par les professionnels de l'aide sociale à l'enfance, de la pédopsychiatrie, de la PJJ ou de l'école, ces jeunes viennent le plus souvent des quartiers populaires. « Derrière ces enfants, il y a

toujours des parents qui vont mal, analyse Christiane Durupty, médecin scolaire. Dans ces quartiers, on compte beaucoup d'immigrés qui cumulent les difficultés... Certains parents se sentent perdus, sans famille sur qui compter. Ils ont une mauvaise opinion d'eux-mêmes et disent ne plus savoir s'y prendre avec leurs enfants qui, parfois, deviennent de vrais tyrans. »

« À 14 ans, ils disent que leur vie est foutue. »

Claude Louzoun, psychiatre de Soïn et culture

Claude Louzoun ajoute : « les difficultés de ces enfants tiennent aussi à leur environnement général : la souffrance sociale dans laquelle ils baignent, la société de consommation où les marques font office de valeurs... ». Violents, inhibés parfois, ils sont souvent désinvestis de tout. Ils refusent d'apprendre, restent chez eux

à ne rien faire, errent dans la cité la nuit... En échec scolaire, ils connaissent les exclusions à répétition.

Des ateliers artistiques

Pour les sortir de l'impasse, Soïn et culture fait appel à la médiation culturelle. « La psy classique ne fonctionne pas avec eux. Par la création artistique, nous essayons de leur redonner le plaisir d'apprendre, de s'exprimer et d'entrer en relation avec les adultes », explique Claude Louzoun. Le jeune a le choix entre six ateliers : arts plastiques, corps et voix, danse, écriture, musique ou théâtre. Les séances ont lieu les jeudis ou les vendredis matin, pendant une heure et demie, et rassemblent chacune près d'une demi-douzaine de jeunes. Elles sont dirigées par un artiste, soutenu par deux à quatre adultes (éducateurs spécialisés, psychologues, enseignants, psychomotriciens ...).



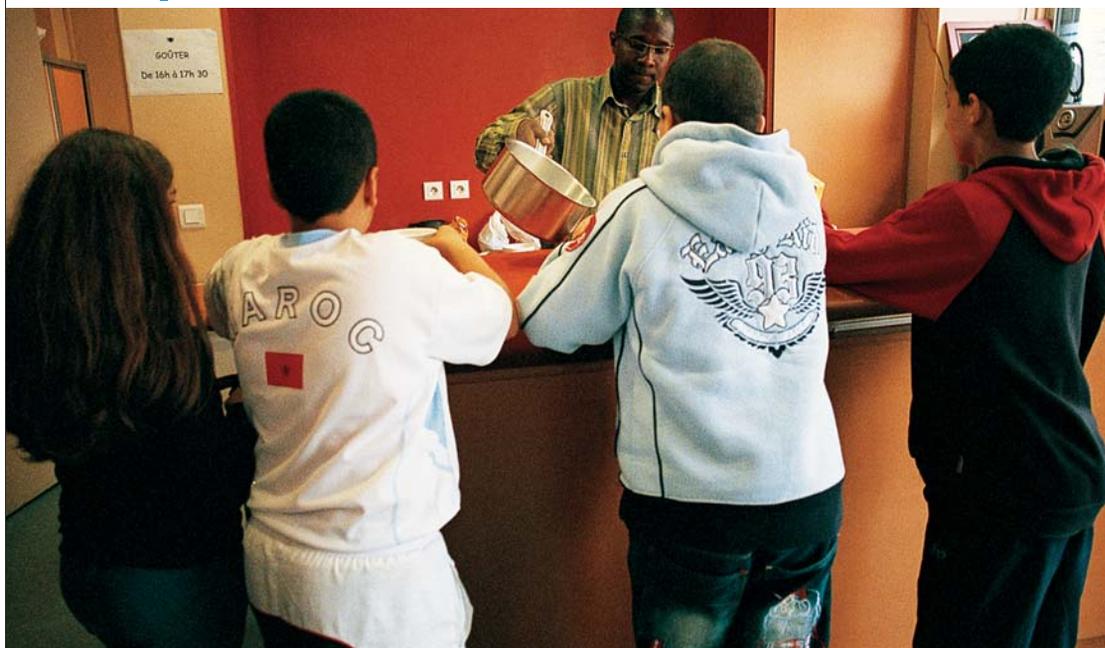
→ « Nous participons au même titre que les jeunes : comme eux, nous nous amusons, nous pouvons aussi être en échec... Ainsi, leur regard sur les adultes se modifie : nous devenons accessibles », explique Sylvie Parisot, une assistante sociale participant à l'atelier musique. Si un jeune se trouve en grande souffrance, il est confié au « groupe d'accueil ». Ce groupe agit comme un sas de décompression : quatre professionnels, issus des institutions partenaires, calment le jeu, écoutent la détresse du jeune, rappellent les règles... Certains jeunes y viennent d'eux-mêmes. Le groupe est aussi présent une demi-heure avant et après la séance pour accueillir les participants et les accompagnateurs. « Leur régularité est incroyable. Même les plus durs reviennent la semaine suivante. Ici, ils ont trouvé une place », se réjouit Élisabeth Meunier, psychomotricienne. À la tête de l'atelier musique, Jean-Marc Fallion renchérit : « c'est un lieu de défoulement, un exutoire. Les jeunes savent que, même s'ils ne respectent pas les règles, nous faisons la différence entre ce qu'ils font et ce qu'ils sont. Certaines séances sont difficiles, car ils sont dans la provocation et cherchent les limites. D'autres moments sont magiques. Le masque tombe. Ils redeviennent des enfants, dans le plaisir de jouer. » Aux yeux de l'équipe, le dispositif porte ses fruits. Sur une période d'un an à trois ans, la très grande majorité des jeunes réinvestissent, en effet, un projet personnel (scolaire, préprofessionnel, thérapeutique ou de vie) ; en somme, ils réintègrent la société. ■

Caroline Hamon

Contact
Soin et culture
© 01 41 32 25 60

Des lieux de prévention pas comme les autres

Deux structures parisiennes du 18^e arrondissement accueillent les enfants en difficulté du quartier après l'école. Un mode de prévention précoce en réseau et en lien avec les familles.



Photos Diane Grimonet

La physionomie de certains quartiers du 18^e arrondissement de Paris rappelle celle de la banlieue nord limitrophe : population dense et jeune, taux de chômage élevé, habitat social important, présence de squats et, fait préoccupant, des indicateurs de la violence des jeunes en hausse ces dernières années. Pour faire face à cette situation, un réseau d'assistants sociaux, d'équipes de prévention, d'éducateurs, d'associations et d'habitants, a proposé, à la fin des années 1990, à la Ville de Paris et à la mairie du 18^e d'engager une réflexion commune. Résultat : la création de plusieurs lieux d'accueil où les difficultés des enfants et des jeunes sont prises en charge de manière globale.

Le LEA associe éducateurs et psychologues

Ouvert depuis septembre 2002 dans le quartier Amiraux-Simplon, le LEA (Lieu d'écoute et d'accueil) est l'un d'entre eux. Cette structure de prévention innovante est copilotée par l'établissement public de santé Maison Blanche et le service social de l'enfance (association Olga Spitzer). C'est un lieu ouvert à tous, qui n'affiche pas spécialement sa mission de prévention à l'extérieur. Pour Serge Fraysse, adjoint au maire du 18^e en charge de la prévention, le LEA se singularise par « la présence d'une équipe pluridisciplinaire : un coordinateur, un éducateur spécialisé, un animateur adulte-relais et deux psychologues ».

Tous les jours de la semaine, de 16 h à 19 h, une quinzaine de collégiens s'y retrouvent pour le goûter. Situé à proximité des établissements scolaires Gérard Philippe, Marie Curie et Utrillo, classés en ZEP, et d'un établissement privé, le LEA « permet de faire le lien entre le collège et la maison », explique Oumar Sabara, le coordinateur du lieu. Et plutôt que d'errer dans la rue avant de rentrer, les enfants sont ici accueillis et encadrés. Spécificité du LEA : c'est la seule structure, en France, dédiée aux pré-adolescents de 10-15 ans. En 2004, près de 150 jeunes l'ont fréquentée plus ou moins régulièrement, en majorité des garçons de 13 ans.

Des activités collectives

Toute l'équipe est présente à l'accueil collectif de 16h. «*Au départ, les enfants viennent surtout pour goûter et jouer. Beaucoup se connaissent du quartier ou du collège.*

Au fil des jours, quand le contact est établi avec nous, ils se mettent à parler des problèmes liés à l'école, la famille, la culture...», raconte Claire Monloin, éducatrice spécialisée. *Certains ont des comportements violents ou limites. L'objectif du LEA est de faire en sorte qu'ils passent de l'acte à la parole, précise-t-elle, et ceci ne peut se faire que grâce à un travail sur la durée.*» Les activités collectives servent souvent à faire émerger les



Plus en lien avec les familles

«*Aujourd'hui, nous avons dépassé la phase expérimentale*», estime Oumar Sabara. Le LEA a réussi à se faire connaître des enfants. Pour 2005, l'équipe s'est donc fixé une nouvelle priorité : travailler plus en lien avec les familles. Depuis peu, elles sont systématiquement informées si leurs enfants fréquentent le lieu. Un accueil leur est même réservé le mardi à 19h. «*Mais*

Charles-Hermite mise sur les sciences

Autre lieu, autre tranche d'âge à la cité Charles-Hermite, près de la porte d'Aubervilliers. Créé dans l'urgence, en 2002, pour prendre en charge une dizaine de jeunes enfants aux comportements déviants, le centre de loisirs, intégré à l'Espace jeunes, accueille aujourd'hui un public plus large de 6-12 ans, les mercredis et durant les petites vacances. «*Le travail fait avec les enfants sur le respect et les règles de vie a porté ses fruits, se félicite Houry Didouche, responsable de l'accueil 6-12 ans. Depuis novembre 2004, tout se passe vraiment bien.*» Une quarantaine d'enfants fréquentent

Des Petits Débrouillards scientifiques et citoyens

Depuis 1986, les «*Petits Débrouillards*» font découvrir les sciences aux jeunes, grâce à des activités ludiques et scientifiques. L'association veut former des «*citoyens actifs qui puissent se forger une opinion personnelle et critique*», explique François Deroo, le directeur. En réseau dans presque toute la France, la structure organise des événements et des ateliers pédagogiques en partenariat avec les collectivités locales, les élus, la politique de la ville, des éducateurs et des enseignants. A.P

Contact Les Petits Débrouillards
☎ 01 40 05 75 05
www.lespetitsdebrouillards.org



questions et les difficultés. Jeux de société, cartes, dessin, lecture sont au programme. La BD de Titeuf, *Le Guide du zizi sexuel*, est très demandée : «*Ils se posent beaucoup de questions sur la sexualité*», commente Claire Monloin. Trois jours par semaine, quatre ateliers leur sont proposés après le goûter : poterie, écriture, peinture et culture d'origine. La question de la double culture est, en effet, primordiale : «*90% des enfants sont issus de l'immigration. Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Maroc, Algérie, Sri Lanka... , mais très peu y sont déjà allés*», précise Abdelmajid Djebali, animateur adulte-relais et habitant du quartier.

c'est difficile de les faire venir», déplore le coordinateur. Le LEA peut aussi leur proposer des rendez-vous lorsque la situation de leur enfant le nécessite. À sa demande, chaque enfant peut en effet être pris en charge individuellement. Les entretiens avec lui révèlent parfois des problèmes familiaux. Il arrive que l'équipe l'oriente alors, lui et sa famille, vers des structures adéquates. Après deux ans de fonctionnement, quel bilan tirer de l'action du LEA? Difficile à quantifier, selon Claire Monloin : «*Les enfants sont jeunes, nous faisons auprès d'eux un travail précoce de suivi et d'accompagnement afin d'éviter qu'ils aient un jour besoin d'être pris en charge par des structures plus lourdes.*

le lieu régulièrement. Cette réussite est due, en partie, au projet pédagogique de l'équipe de l'Espace jeunes et au partenariat avec l'association des «*Petits Débrouillards*». Depuis février, une douzaine d'enfants découvrent la biodiversité le mercredi matin, dans le cadre de l'opération «*sciences sur cours*». «*On leur explique un environnement, en l'occurrence l'eau, et les conséquences de la disparition d'un animal, le requin*», explique Margot Bourneau, l'animatrice des «*Petits Débrouillards*». Ils correspondent par courrier sur cet apprentissage avec les enfants de trois autres centres de loisirs du quartier, Binet, Charles-Hermite et Poissonniers, qui travaillent de leur côté sur l'air et la terre. «*À la fin des dix séances, une fête sera*

Une fin d'après-midi ordinaire au LEA
(Lieu d'écoute et d'accueil):
goûter, jeux, discussions...

organisée. Les enfants rassembleront leurs travaux pour former une grande frise», précise Margot Bourneau. «*Ce qu'ils apprennent lors des ateliers permet de les valoriser à l'école. Cela les met en confiance pour réussir*», commente Bala Niang, directeur de l'Espace jeunes, où les mêmes enfants reviennent d'ailleurs le soir, après la classe, pour faire leurs devoirs. ☒

Alexandra Perez

Contacts

Lieu d'écoute et d'accueil
☎ 01 42 23 98 33

Espace Jeunes Charles-Hermite
☎ 01 40 05 12 72

Petits Débrouillards Ile-de-France
☎ 01 40 05 82 18



Lormont : la réussite par le sport

Le sport peut être un vecteur de la réussite éducative. À Lormont, les partenaires éducatifs en ont même fait un outil de suivi et d'accompagnement des enfants tout au long de leur parcours scolaire. Inédit.

À Lormont, le sport tient une place prépondérante dans la vie des jeunes. Pour les aider à s'orienter vers des activités qui leur correspondent bien et mettre en valeur leurs compétences, la ville a souhaité mettre en œuvre un projet éducatif sportif spécifique. Le projet baptisé Profil Sport est le fruit d'un partenariat avec la Caisse d'allocations familiales, les ministères de la Jeunesse et des Sports et de l'Éducation nationale, et le Comité départemental olympique et sportif.

Évaluer sans dénigrer

Depuis fin 2003, les Lormontois âgés de 8 à 15 ans ont ainsi la possibilité d'être encadrés et suivis individuellement dans leurs pratiques sportives à l'école (du CE2 jusqu'en classe de troisième) et hors temps scolaire. Profil Sport les aide à s'orienter dans leur parcours sportif, et permet aussi de les valoriser auprès de leur famille. Un lien entre enseignants, éducateurs sportifs,

clubs et parents est assuré grâce à un livret rempli par les équipes d'encadrement et par l'enfant, et remis régulièrement aux parents pour signature : « *Nous leur transmettons le livret via le carnet de correspondance. Nous voulions les associer afin qu'ils connaissent mieux les potentialités de leurs enfants*, explique Jean-Jacques Dupuy, coordonnateur du projet éducatif local à Lormont. *Au-delà de la stricte information, ce livret constitue surtout un support de dialogue entre ces familles et nous.* »

Pour chaque activité, différentes évaluations doivent être portées : le comportement et les compétences sont annotés par l'enseignant (« *correct* », « *neutre* », « *incorrect* », et « *acquis* » ou « *à développer* »); le goût du jeune pour l'activité par l'élève lui-même (« *j'aime beaucoup* », « *moyennement* », « *je n'aime pas du tout* »). Simple à utiliser, le livret Profil Sport permet à chacun de porter facilement son évaluation. « *Mais il n'a pas pour vocation de se substituer*

aux annotations scolaires des enseignants, souligne Jean-Marc Courbin, conseiller pédagogique de circonscription, en charge du suivi des écoles élémentaires. *Il met l'accent sur l'appétence de l'enfant à tel ou tel sport, pas plus.* »

Reconnaître les réussites

Pour Laurent Javerzac, éducateur sportif, également partenaire de Profil Sport, « *ce qui compte, c'est de valoriser chaque enfant ; on ne met jamais l'accent sur leurs difficultés dans tel ou tel sport, ce n'est pas le but.* » Sur le fond, en effet, l'objectif du projet se situe à l'opposé. Il s'agit plutôt d'inscrire l'enfant dans une démarche de réussite. Ainsi, ceux qui échouent à l'école mais réussissent en sport, peuvent, grâce au suivi Profil Sport, être reconnus pour leurs compétences. « *Il m'est d'ailleurs arrivé de servir de médiateur pour un jeune entre l'institution scolaire et un club sportif où l'enfant réussissait bien...* », argumente Jean-Jacques Dupuy. À travers Profil Sport,

tous les acteurs éducatifs sont mis en réseau. Chacun connaît le profil de chaque enfant dans les autres activités, que ce soit à l'école ou en dehors de l'école : « *Les enfants le savent et je crois qu'ils apprécient que nous ayons ainsi un suivi global de leur parcours. Ils se sentent moins fragilisés par leurs échecs s'ils savent qu'on reconnaît par ailleurs leur réussite.* » Au fil des semaines, c'est tout un maillage qui a pu se mettre en place entre les partenaires éducatifs de Lormont. À l'heure qu'il est, chacun se félicite de pouvoir mieux communiquer avec les autres, mais aussi et surtout avec les enfants et leurs familles. Résultat, les acteurs du Projet éducatif local réfléchissent aujourd'hui au moyen d'élargir l'expérience au plan culturel. □

Corinne Gonthier

Contact
Mairie de Lormont,
service des sports © 05 57 77 31 50
sport@ville-lormont.fr

Le livret Profil Sport permet de faire le lien entre éducateurs, enseignants, parents et enfants.



L'un est étudiant, il a réussi à l'école; l'autre, quelques années de moins, rencontre des difficultés en classe. Depuis bientôt quinze ans, l'AFEV se charge de les mettre en relation... Grâce à cette association, en 2005, ce sont 9 000 enfants en difficulté qui sont soutenus par 5 000 étudiants, deux à trois heures par semaine, dans 160 villes de France.

gestion à l'ESG (école supérieure de gestion), a été recruté par le biais de l'université: « Je suivais un Deug de sciences économiques à Marne-la-Vallée, raconte-t-il. Dans ma pochette d'inscription, j'ai trouvé une plaquette intitulée "deux heures pour lutter contre les inégalités". Cette phrase a fait tilt. » Pour élargir son réseau, l'AFEV négocie ainsi avec l'administration universitaire pour faire figurer sa plaquette dans les dossiers d'inscription. Les étudiants n'ont qu'à renvoyer un bordereau de réponse. Ils sont ensuite

enseignants. « Nous sommes appelés soit par la mairie, soit par l'école. Ensemble, nous évaluons les besoins et nous établissons une convention. Ensuite, l'information est diffusée aux professeurs, qui nous indiquent les enfants ayant besoin d'un soutien scolaire. Ce n'est qu'alors que nous contactons les familles. » Comme elle ambitionne de doubler, en cinq ans, le nombre des villes où elle intervient, l'association vient de déposer trois nouveaux projets dans le cadre du programme de réussite

Pour Gilles Pellegrin, bénévole de l'AFEV, le soutien scolaire doit être ludique.



© Photos Maxime Houyvet

Comment l'AFEV accompagne les enfants

« Nous aidons à faire les devoirs, mais le soutien scolaire consiste aussi à redonner le goût d'apprendre, avance Nicolas Delesque, le secrétaire général de l'AFEV. Pour nous, il s'agit d'abord de promouvoir cette rencontre entre des jeunes de milieux différents, de quartiers différents. » Créée en 1991, l'AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville) a pour mission la lutte contre les inégalités dans les quartiers en difficulté. L'essentiel de son action passe par le soutien scolaire, mais certains bénévoles conduisent également, avec des élèves, des projets pour promouvoir des actions de santé publique ou pour favoriser l'insertion de jeunes de 16 à 25 ans.

Tisser un réseau de bénévoles

Comme de nombreux bénévoles de l'AFEV, Gilles Pellegrin, actuellement étudiant en maîtrise de

contactés par un chargé de développement local pour passer un entretien de motivation et vérifier leurs disponibilités, puis orientés vers une association de soutien scolaire proche de chez eux. L'AFEV est pratiquement inconnue du grand public. Ce sont les enseignants, les collectivités locales qui font appel à elle: « Nous intervenons toujours à la demande. Les bénévoles utilisent les locaux d'une association de leur quartier, ceux de l'école ou bien vont directement dans les familles. Notre préférence va au soutien scolaire à la maison, car il a plus d'impact sur les enfants. » La préoccupation principale de l'AFEV est de toucher les familles qui en ont le plus besoin; la difficulté étant que ce sont rarement celles-là qui sont les mieux informées sur les structures d'appui auxquelles elles peuvent faire appel... Voilà pourquoi l'AFEV s'appuie beaucoup sur les

éducative. « En s'engageant dans le soutien scolaire, les jeunes ont le sentiment d'être utiles. Le gisement d'étudiants volontaires est énorme. À Albi, par exemple, un étudiant sur dix s'investit chaque année à l'AFEV.

Dans cette ville, nous sommes presque devenus une institution », se félicite Nicolas Delesque. ☑

Bruno Crozat

Contact
AFEV ☎ 01403601 01
pole.national@afev.org

Rencontre avec Gilles Pellegrin, 22 ans, bénévole à l'AFEV depuis quatre ans

Pourquoi êtes-vous bénévole à l'AFEV ?

Mes premiers débuts à l'AFEV ont été très stimulants. La première année, j'étais en binôme avec un autre étudiant. Une fois par semaine, nous aidions des collégiennes de troisième. En fait, l'accompagnement consistait aussi beaucoup à discuter et les animateurs de l'association nous encourageaient à saisir les thématiques auxquelles ces adolescentes étaient sensibles. Cette année-là, on ne parlait que de la guerre en Irak. Ensemble, nous avons eu des débats très riches. J'ai donc continué...

Avez-vous des contacts avec les familles ?

Je rencontre parfois les parents. Je découvre leurs cultures, d'autres façons de vivre, et on apprend ensemble à surmonter les difficultés. Aujourd'hui, j'accompagne deux enfants de CE2, Abdella et Edman. Ils ont 8 ans tous les deux. Le premier vient d'arriver en France et doit faire face à d'importantes lacunes en français et en mathématiques; le second est suivi depuis le CP pour ses devoirs. B.C.

Dans un environnement quotidien serein, Justine (ci-contre), Marjorie, Sam et Abdou, tous internes au collège de Jussey, mènent une scolarité à l'abri des turbulences extérieures.

Jussey: vive l'internat!

Le collège Louis Pasteur de Jussey, près de Vesoul (Haute-Saône), abrite un internat pour jeunes en difficulté, qui s'appuie sur une équipe pédagogique motivée et soudée. Analyse d'un succès.

« À Jussey, l'internat n'est plus vécu comme une punition, mais comme un atout et une richesse dont les enfants sont la ressource », résume Jean Bourrieau, chargé de mission Jeunesse et vie associative à la DIV. Gilles Lonchamp, principal du collège Louis Pasteur, et Francis Pinot, son adjoint, nommés il y a trois ans, ont voulu relever le défi : faire de l'internat, mal perçu en raison de ses jeunes locataires issus de familles en difficulté, un moteur pour l'établissement. Aujourd'hui, le pari est en passe de réussir.

Une équipe soudée

Abdou, 14 ans, vivait à Montpellier jusqu'à l'année dernière avec sa mère et son beau-père. Il commençait à décrocher sérieusement du système et à sombrer dans la délinquance. Originaire de Vesoul, sa mère a alors demandé au collège Louis Pasteur de l'intégrer en quatrième. Un an plus tard, ses résultats

restent insatisfaisants et son passage en troisième n'est pas assuré, mais Abdou se sent mieux : « À Montpellier, je répondais aux profs : ça dérapait grave, lance-t-il. Si j'étais resté là-bas, je serais devenu un démon. Ici, je suis plus calme, je peux discuter. Je travaille pour faire plaisir à ma mère et pour devenir policier. » L'internat compte 24 élèves (6% de la population du collège) et s'appuie sur une équipe pédagogique très motivée. À l'heure de l'étude, par exemple, les internes font leurs devoirs, encadrés par une assistante d'éducation (présente à plein temps) et deux surveillants (six au total). Par ailleurs, le collège travaille en étroite relation avec les éducateurs et les familles des élèves. Catherine Tarby, conseillère principale d'éducation (CPE), précise : « Nous ne déchargeons pas les parents. Dès qu'un problème surgit, ils sont informés ; ils doivent aussi gérer le travail de leurs enfants tous les week-ends. »

Le collège bénéficie également d'une infirmière à plein temps, qui a mis en place un temps de parole quotidien, réservé au groupe d'internes. Enfin, une assistante sociale et un médecin scolaire sont présents une fois par semaine. « Les élèves sentent que l'équipe est soudée et en accord sur le fonctionnement général. Du reste, si quelque chose ne va pas, ils viennent m'en parler », affirme Catherine Tarby. Ici, la circulation de la parole, l'attention et l'écoute ne sont pas de vains mots. Les élèves confirment. Sam, 16 ans, est en troisième. Exclu à maintes reprises pour violence et insultes, il a l'expérience de plusieurs établissements. Le collège de Jussey était sa dernière chance. « Ici, on peut se confier à des adultes et les profs font travailler

tout le monde, pas uniquement les meilleurs. Ailleurs, ils nous font passer pour se débarrasser de nous plus vite », estime-t-il. Du coup, les élèves de Jussey se mettent à rêver à un avenir professionnel. Sam, lui, veut devenir militaire, comme papa. « Nous luttons contre une violence que ces enfants s'infligent souvent à eux-mêmes, en leur offrant un cadre rassurant, motivant et protecteur. Nous misons notamment sur la mixité sociale : 40% des élèves du collège ne sont pas issus de familles en difficulté », commente le principal.

Photos Éléonore Henry de Frahan



De son voyage en Roumanie, chaque interne du collège est revenu avec une photo de son correspondant. Justine a conservé son lexique français-roumain à côté de son lit..



«Ici, on peut se confier à des adultes et les professeurs ne font pas travailler que les meilleurs.» Sam, 16 ans, en 3^e

Les professeurs y inscrivent les carnets d'appel et les cahiers de textes ainsi que quelques supports de cours. Chaque élève y a accès *via* un mot de passe. L'outil permet de centraliser quelques données, de gérer efficacement les absences et de faciliter la communication entre les membres de l'équipe.

Des résultats encourageants

Sur proposition du principal mais aussi des élèves, le conseil général a voté la réhabilitation des locaux, prévue en 2006. Les bons résultats obtenus par le collège commencent à susciter de l'intérêt. Et pour cause: le pourcentage d'internes reçus au brevet est supérieur de 10 points à la moyenne départementale. «*En venant ici, les jeunes ont pour objectif de rester dans le système, d'obtenir un diplôme et de travailler avec nous sur leur orientation. Et ça marche*», résume Catherine.

Et d'ajouter: «*Nous voulions changer l'image de l'internat, nous avons réussi. Aujourd'hui, beaucoup d'externes envient d'ailleurs les internes...*»

Pour autant, tout n'est pas rose au pays de Jussey. Certains élèves n'arrivent pas à se mettre au travail. Et les petites victoires dépendent beaucoup de la disponibilité de l'équipe pédagogique. «*Nous nous impliquons par conviction*, résume le principal, qui passe cinq nuits sur sept à l'internat. *Et ce, sans une centime de plus sur notre*

fiche de paye. Nous ne disposons pas de beaucoup plus de moyens que les autres collèges...» Avec seulement trois ans de recul, difficile de dresser un vrai bilan des actions menées par l'internat éducatif de Jussey. Certains s'interrogent sur les retombées d'une telle pédagogie: une fois au lycée, que se passera-t-il pour ces jeunes, qui ne bénéficieront plus d'un tel encadrement? Pour Francis Pinot, la réponse est claire: «*Ici, nous ne les entretenons pas dans un cocon; au contraire, nous leur apprenons à être autonomes et responsables*», assure-t-il. ▣

Anne Dhoquois

Contact
Collège Louis Pasteur
☎ 03 84 68 11 23



Des projets culturels

Le collège met en place différents projets culturels. Avec des artistes (une compagnie théâtrale, une plasticienne...) notamment, qui s'installent en résidence tous les ans. Leur présence donne lieu à des ateliers et, parfois, à des représentations. Avec d'autres établissements aussi. Ainsi le projet «Roumanie» a remporté un franc succès. La CPE et deux professeurs ont organisé un voyage d'une semaine dans un collège roumain. Pour récolter les fonds nécessaires, le groupe d'internes a rédigé un journal, *Le P'tit Ziar*, dont les

cinq numéros ont été vendus 1 euro dans la cour du collège. Ils ont aussi fabriqué et vendu des objets à Noël et organisé un loto. Au final, la quasi-totalité des internes est partie en Roumanie en avril dernier. «*Magique*, commente Catherine Tarby, enthousiasmée par ce que le groupe a vécu. *Tous les enfants étaient accueillis dans une famille, certains ont dit avoir reçu plus d'affection en une semaine que dans toute leur vie.*» Dernière pierre à l'édifice éducatif de l'internat: le collège numérique. Chaque classe est dotée d'un ordinateur en réseau.



... et, tous ensemble, ils ont réalisé un journal sur leur expérience.

ils s'impliquent a

Quatre expériences échangées dans le cadre
du programme européen URBACT



Myllypuron

de nouveaux espaces contre le décrochage scolaire

À Myllypuron, faubourg d'Helsinki (Finlande) qui souffre de ségrégation sociale, les acteurs locaux luttent contre le fort taux d'absentéisme.

→ Victimes d'exclusion de la part d'une société finlandaise peu encline au multiculturalisme, les nombreuses familles d'origine étrangère de Myllypuron n'étaient souvent pas en mesure d'aider scolairement leurs enfants. Afin de soutenir les élèves du quartier, l'école primaire et le collège ont donc embauché un sosionom, éducateur spécialisé chargé de renforcer la solidarité au sein des établissements. Outre les traditionnelles aides aux devoirs et activités extrascolaires, ce dernier s'est ainsi efforcé de créer des espaces et des moments de partage entre les différents membres de la communauté éducative. Un lieu de travail et de repos a été aménagé dans l'enceinte de l'école où sont envoyés les élèves en situation de décrochage. Ni professeur, ni parent, mais adulte ressource de confiance, le sosionom y discute avec eux individuellement. De manière plus originale encore, des groupes d'entraide, gérés par les jeunes eux-mêmes, ont été mis en place. Les quelques filles d'origine somalienne, en rupture avec l'école, ont ainsi pu se réunir, se porter mutuellement assistance et prendre confiance en elles. Le programme est donc visiblement un succès : endiguement de l'absentéisme, fréquentation en hausse des espaces collectifs, amélioration de l'ambiance de travail et de l'image de l'école à l'extérieur... Résultats sans doute d'une coopération accrue entre les différents acteurs locaux (animateurs municipaux, services sociaux, Maison des jeunes, associations...), qui a permis de repérer précisément les besoins des enfants du quartier. Les partenaires du programme sont tellement satisfaits qu'un second projet commun est en préparation. ▣

Contact
elina.kiviharju@edu.hel.fi

Nottingham

priorité à la petite enfance

À Nottingham (Grande-Bretagne), le programme Sure Start fait fonctionner en réseau services de santé et habitants.

→ Les quartiers défavorisés de cette ville anglaise de 300 000 habitants, qui a subi de plein fouet le déclin industriel, connaissent d'importants problèmes de santé. La misère y touche particulièrement les familles ayant des enfants en bas âge, pour lesquels l'insuffisance de prise en charge entraîne des difficultés de développement physique et affectif. Considérant qu'il était indispensable d'améliorer l'accessibilité des services sociaux pour ces familles, Nottingham a décidé d'adapter localement Sure Start. Ce programme national britannique a pour objectif de faire travailler ensemble les divers services sociaux et les habitants : adaptation des horaires à ceux des habitants, repérage anticipé des difficultés, respect des personnes, coordination des spécialistes de la petite enfance... Huit programmes ont ainsi été lancés pour une durée de dix ans dans huit quartiers différents, chacun ayant la possibilité d'expérimenter ses propres solutions pour répondre à des objectifs communs. L'un des défis de Sure Start étant, par exemple, de réduire les retards de langage chez les moins de quatre ans, chaque centre a pu développer des stratégies complémentaires : bibliothèques ludiques, thérapies du langage, formations... Une telle diversité d'approches a permis de réaliser d'importants progrès en matière de sécurité domestique, de grossesses adolescentes ou de relations aux familles. Le comité de suivi municipal a donc prévu de généraliser les expérimentations réussies et d'étendre progressivement les principes Sure Start à l'ensemble de Nottingham. ▣

Contact
Samantha.beeby@nottinghamcity.lea.gov.uk

ussi... pour la réussite des enfants

En 2003, pour aider les villes à mieux faire face à leurs problèmes, la Commission européenne leur a proposé de créer des réseaux thématiques dans le cadre du programme URBACT. À travers ces réseaux, les villes échangent leurs bonnes pratiques en matière de développement dans le but de répondre aux besoins de leurs populations les plus défavorisées. Environ 160 villes sont aujourd'hui membres d'URBACT. Parmi les expériences échangées, nous avons repéré quatre initiatives originales en direction des enfants en rupture.

Contact : Mira Gühring - ☎ 01 49 17 45 81 - m.guhring@urbact.org



Vantaa

une équipe de choc!

Pour gagner la confiance des jeunes qui décrochent de l'école, Vantaa (sud de la Finlande) invente de nouveaux modes d'intervention.

→ Dans cette ville du sud de la Finlande, qui se remet lentement de la dépression économique des années 1990, les nombreuses institutions scolaires sont confrontées à un absentéisme croissant. Une tendance que les dispositifs de tutorat, d'orientation et d'aide aux élèves en difficulté, mis en place depuis plusieurs années, n'ont pas permis d'inverser. Partant du constat que ces réponses étaient trop institutionnelles, s'est créé en 2000 le projet Haavi (« le filet ») : « *Mobilité, dynamisme, accompagnement... sont les caractéristiques de notre approche. Le but est d'aller où on a besoin de nous, et non de rester dans notre bureau* », témoigne Heikki Turkka, responsable du projet. Une équipe de deux personnes occupe ainsi le terrain, prenant en charge les élèves en situation difficile, de manière flexible et en lien constant avec parents, enseignants et jeunes eux-mêmes. Pour sortir l'enfant de l'échec, l'équipe mobilise autour de ce dernier un réseau où chacun, travailleur social, membre de la communauté éducative ou proche, est sur un pied d'égalité. Chaque cas est traité individuellement, avec des réponses différentes, tant sur le plan scolaire que familial ou social. La première phase d'Haavi, qui s'est achevée en 2003, concernait les lycéens. Si elle fut un succès, puisque le taux d'abandon de l'école est passé de 20% à 13%, les membres du projet ont constaté qu'ils intervenaient parfois trop tardivement. C'est pourquoi le programme s'est, depuis, ouvert aux collégiens, recrutant trois nouveaux éducateurs et doublant le nombre de cas traités. Ce recentrage vers les plus jeunes permet ainsi de traiter le plus tôt possible tout ce qui peut faire obstacle entre l'enfant et l'école. ▣

Contact
heikki.turkka@vantaa.fi

Turin

un « centre de répit » au cœur de la démarche éducative

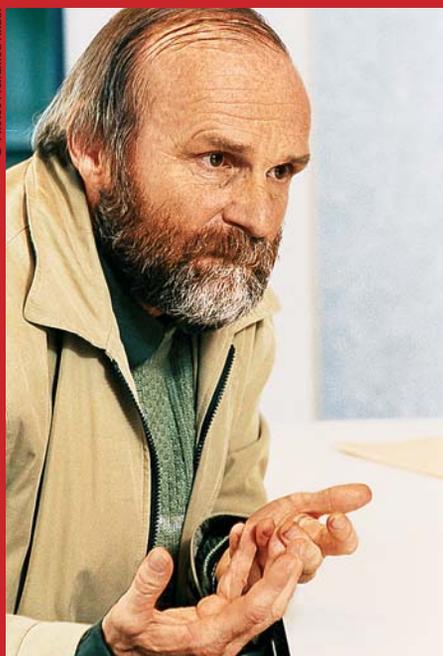
En ouvrant un « centre de répit », Turin (Italie) a mis la question des enfants en errance au centre de sa politique de soutien éducatif.

→ À Turin, les acteurs sociaux ont intégré la question des enfants clandestins aux programmes éducatifs et sociaux de la municipalité. En effet, dans cette ville du nord-ouest de l'Italie, l'immigration revêt de nouvelles formes : de plus en plus clandestine, elle concerne un nombre croissant de mineurs. Sans connaissance ni de la langue ni de la ville, sans ressources ni papiers, ces enfants vivent dans la peur constante d'être arrêtés et tentent d'échapper au maximum à la vigilance des services sociaux. C'est pourquoi, en 2003, s'est constitué un réseau éducatif et social autour d'un « centre de répit », lieu de rencontre accessible et protégé, réservé aux enfants clandestins. Dans ce centre, les acteurs sanitaires, sociaux et locaux travaillent ensemble pour mieux repérer ces enfants en errance. Seule cette approche interdisciplinaire permet de répondre aux besoins de cette population presque « invisible ». Une équipe de médiateurs de terrain a pour tâche à la fois de repérer les habitudes, les lieux de rencontre et les problèmes des mineurs immigrés en errance, et d'entrer en contact avec eux pour les diriger vers le centre. Informations, aide individuelle, soutien d'un ethnopsychiatre, programmes culturels, douches et repas gratuits y sont à leur disposition. Par ailleurs, des groupes d'entraide permettent aux enfants de discuter entre eux de questions de drogues ou de leurs parcours migratoires. Autour du « centre de répit », Turin a créé de nouvelles passerelles entre pouvoirs publics, bénévoles, experts sanitaires et travailleurs sociaux, qui participent de manière innovante à sa politique de soutien éducatif des enfants. ▣

Contact
alice.rossi@comune.torino.it

Comment détecte-t-on, chez un enfant, qu'il est en difficulté ? Sur quels critères peut-on s'appuyer ? Quel est l'intérêt du diagnostic partagé ? Quel doit être le rôle des familles dans la prise en charge éducative des enfants ? Jacqueline Costa-Lascoux et Jean-Marie Petitclerc ont débattu de toutes ces questions pour *Comme la Ville*.

Ce que le prog « réussite



© Photos Mohamed Khalfi

Prêtre, ancien élève de l'École polytechnique, Jean-Marie Petitclerc a suivi une formation d'éducateur spécialisé et dirige l'association de prévention Le Valdocco, à Argenteuil (Val d'Oise). Il est membre du comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Il a publié une dizaine d'ouvrages sur le thème de l'éducation dont : *Les Nouvelles Délinquances des jeunes* (Dunod, 2^e éd. 2005), *Enfermer ou éduquer* (Dunod 2004), *Y'a plus d'autorité* (Erès 2003), *Pratiquer la médiation sociale* (Dunod 2002).

© Etienne Henry de Frahan



Comme la Ville : Comment détermine-t-on qu'un enfant est en difficulté ?

→ **Jacqueline Costa-Lascoux** : C'est tout le problème car les enfants les plus en difficulté sont souvent ceux qui n'appellent pas à l'aide. Pour les institutions, c'est simple : les enfants en difficulté sont ceux qui ont des problèmes avec elles... Elles oublient trop souvent qu'ils sont d'abord en souffrance. De ce point de vue, être rangé dans la catégorie « en difficulté » peut être stigmatisant et faire obstacle à toute démarche de « résilience ». Pour moi, un jeune en difficulté est avant tout un enfant qui a besoin de protection. C'est un adolescent dont l'intégrité physique et morale n'est pas respectée, qui peut se livrer à des conduites à risques, s'enfermer dans une situation d'échec et se mettre à l'écart de son environnement social. Ces jeunes dont nous parlons ont un rapport perturbé à l'autorité en général et à celle de l'institution en particulier. Cette autorité, en effet, s'appuie sur des critères qu'ils ne comprennent pas toujours et qu'ils ressentent le plus souvent comme injustes.

Jean-Marie Petitclerc : Effectivement, lorsqu'on parle d'enfants en difficulté, on parle généralement des enfants ayant des difficultés relationnelles, et tout spécialement avec les institutions. On fait ainsi

porter la stigmatisation sur l'enfant en oubliant que ce sont des difficultés de la société dans son ensemble dont il s'agit : si l'on parle d'enfant en difficulté, il faut aussi parler d'école en difficulté, de police en difficulté, de justice en difficulté...

J. C-L : En réalité, on dit souvent en difficulté pour dire en échec scolaire... Or, que nous disent les enfants qui ont décroché de l'école ? Que l'école, c'est bon pour les enfants de prof, mais pas pour eux ! Ce constat nous renvoie, me semble-t-il, à l'incapacité croissante de la société à répondre aux aspirations des adolescents... D'ailleurs, on ne peut pas dire que les jeunes « en difficulté » soient tous en échec dans leur vie, beaucoup se débrouillent très bien en dehors de l'école. Dans le travail au noir, dans l'économie parallèle, par exemple, qui leur permet de gagner de l'argent. Je pense notamment aux petits boulots chez des artisans, chez des horticulteurs, des garagistes, des commerçants, tels que nous l'avons observé dans l'Essonne. Cela explique d'ailleurs leurs défaillances à l'école : certains se lèvent à 5 heures du matin pour aller travailler et sont évidemment fatigués lorsqu'ils arrivent en classe.

J.-M. P. : Mais méfions-nous du raccourci enfant en difficulté/économie

ramme éducative » va changer...



© O. COULANGE/AGENCE VO

Juriste et politologue, Jacqueline Costa-Lascoux est membre du Haut Conseil à l'Intégration et actuellement directrice de l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration. Ancienne directrice de recherche au Cevipof, à Sciences-Po Paris, elle a mené de nombreuses recherches sur l'éducation à la citoyenneté, les violences et la déscolarisation dans les banlieues et a été présidente de la Ligue de l'enseignement durant trois ans.



parallèle. Justement, le programme de réussite éducative nous invite à ne plus construire ce type de catégories. Ce qui m'intéresse tout particulièrement, c'est qu'il pointe que les difficultés scolaires ne sont pas tout et qu'il faut parler d'enfants dans sa globalité. L'enjeu majeur, à mon sens, est que l'Éducation nationale devienne un partenaire à part entière et que l'échec scolaire ne soit plus le seul critère pris en compte pour parler d'enfants en difficulté. Sinon, on continuera à se tromper. Que se passe-t-il aujourd'hui dans les quartiers? Les collègues sont remplis d'enfants remarquablement intelligents mais, pour être reconnus et faire partie de la dynamique de groupe entre copains, il vaut mieux pour eux ne pas avoir une image d'intello, donc il vaut mieux être en échec scolaire. On aura beau mettre les meilleurs professeurs qui soient, si on ne change pas cela, on n'arrivera à rien. Il faut lutter contre l'inadéquation entre ces enfants et cette institution, pas contre les enfants.

J. C-L : Et aussi changer le fonctionnement interne de l'institution, dépasser le cloisonnement des cultures professionnelles... C'est une excellente idée de lancer un partenariat éducatif entre enseignants, éducateurs, CPE (conseillers principaux d'éducation), etc., mais encore faut-il qu'il existe une proximité avec les enfants.

Ce n'est pas partout le cas et, dans les quartiers, les familles entendent cela comme un message de relégation. Autrefois, l'instituteur vivait au cœur du village, et tous les dimanches, il serrait la main des parents de ses élèves!

CLV : Le programme de réussite éducative s'appuie sur le diagnostic partagé, qu'en pensez-vous?

J.-M. P. : Ce programme induit, en effet, une révolution dans la manière de penser le travail de l'éducation dite spécialisée. Nous allons enfin sortir du schéma de l'enfant à problème que l'on confie au spécialiste de l'enfant à problème. Ce qu'il faut, c'est que tous les adultes qui comptent dans la tête de l'enfant puissent se réunir pour travailler ensemble un projet de réussite éducative. Les gens qui comptent dans sa tête, ce sont ses parents bien sûr, mais ce peut être aussi un entraîneur de sport, un éducateur, le professeur d'anglais ou de dessin, un voisin, une animatrice du centre de loisirs... Peu importe, et cela dépendra des enfants et des situations. En tout cas, le projet d'action éducative doit être mis en place par l'un d'eux. Ce dernier devient un référent pour l'enfant, et ce référent pourra changer en cours de route.



« Dans les quartiers, pour être reconnu par les copains, il vaut mieux être en échec scolaire qu'avoir une image d'intello. » Jean-Marie Petitclerc

© E. Henry de Frahan/Édition Server



→ **J. C-L :** Il me semble important de noter aussi que le diagnostic partagé induit une reconnaissance de l'enfant. Dans le travail des professionnels, c'est l'enfant qui est remis au centre : il existe en tant que personne. C'est à lui qu'il revient d'exprimer son désir d'en sortir et de choisir parmi les solutions que lui proposent les adultes. Cette façon de restaurer son identité et sa dignité permet de le réinscrire dans le chemin de la réussite. Il était urgent de sortir de la logique de gestion de populations ou de territoires, qui a prévalu dans les années 1990. J'espère que, désormais, les professionnels vont pouvoir se mettre au service de l'enfant.

J.-M. P. : Nous décentrer, oui, c'est tout l'esprit de ce dispositif qui invite les adultes à considérer l'enfant avec plusieurs regards. L'enfant ne sera plus perçu par le regard unique de tel professionnel. C'est très important, car j'ai souvent remarqué qu'un enfant commence à avancer dans la vie à partir du moment où un adulte porte un regard positif sur lui. Par ailleurs, l'intérêt du programme, c'est qu'il nous invite à étendre l'action à la famille. Il faut impliquer les parents. Il est faux de dire qu'ils sont démissionnaires. Beaucoup d'entre eux sont seulement désarmés par la vie et les difficultés. L'école a beau jeu de leur reprocher de ne pas suivre le travail scolaire de leurs enfants ; dans le passé, elle leur disait de surtout ne pas s'occuper de ce qui se passait à l'école au risque de créer la confusion dans la tête des enfants... Je pense en particulier à la réforme de l'apprentissage de la lecture : pour les enseignants, il ne fallait surtout pas que les parents y mettent leur nez, car ils ne connaissaient rien à la méthode globale ! Et, lorsque aujourd'hui, l'école se trouve en difficulté, elle a tendance à dire : « C'est la faute des parents ! »

CLV : Tous les professionnels partageront la connaissance de l'enfant. Ne craignez-vous pas une trop forte stigmatisation sur l'enfant ?

J.-M. P. : Vous verrez que ce réseau de professionnels sera rassurant pour les enfants. Ces derniers sont très provocateurs mais, au fond, j'insiste, ils sont en grande souffrance et ont besoin d'un tel soutien. Et puis, le réseau est la seule bonne réponse pour les professionnels

qui sont, ne l'oublions pas, souvent isolés dans leur travail. Face à ces enfants, n'importe quel adulte peut se trouver débordé. Regardez de quel schéma nous venons : des jeunes stigmatisés, des adultes très incohérents les uns avec les autres et des jeunes qui profitent de ces incohérences ! Aujourd'hui, nous allons vers plus de cohérence et il faut s'en féliciter. Cela ne veut pas dire que tout le monde doit s'aligner. Il faut conduire une réflexion déontologique sur le secret partagé. On n'est pas obligé de mettre sur la place publique l'intimité des enfants. À mon sens, il faut seulement partager ce qui peut être utile à l'action de l'autre. Si un enfant se confie à un partenaire du réseau, ce dernier n'est bien sûr pas tenu de tout raconter aux autres.

J. C-L : Cette façon de travailler en réseau va surtout induire une meilleure connaissance des enfants et une réassurance à la fois pour les familles et les professionnels eux-mêmes. Le professionnel, en effet, ne sera plus seul à détenir la connaissance de l'enfant. Il pourra ainsi s'accorder des moments de souplesse, de doute, qui sont nécessaires pour mieux appréhender les situations. Je pense que cela donnera lieu à moins d'injustices. Or, une bonne part des violences exprimées vient du sentiment d'injustice que ressentent ces enfants. Ils ne supportent plus de compter « pour du beurre » !

J.-M. P. : Deux choses pour finir sur les questions de méthode de travail. Il me semble important de partir des personnes et des expériences elles-mêmes, plutôt que des dispositifs « techno ». J'espère donc qu'avec le programme « réussite éducative », on ne va pas se perdre dans les méandres des dispositifs et des appels d'offre de structures, mais que l'on va pouvoir soutenir de réelles innovations. Enfin, il serait bon que le programme s'accompagne d'outils de formation des personnels qui sont censés en être les acteurs. Dans le monde de l'entreprise, quand on sort un nouveau concept, on commence par former les gens qui vont le mettre en œuvre. Je crois qu'il faut absolument que les structures de l'action éducative utilisent une partie du budget qui va leur être alloué pour former leur personnel à travailler autrement. ▣

Propos recueillis par Corinne Gonthier

Voir, lire, écouter

Sélection réalisée par Thierry Pascal et Alexandra Perez

GÉNÉRALITÉS

• Politique de la ville et éducation : quels enjeux pour l'avenir ?

Conseil national des villes, 2004
www.ville.gouv.fr/pdf/cnv.education.pdf

• Plate-forme commune : politique de la ville et éducation : propositions pour l'avenir

CNV, Fédération des maires des villes moyennes, juin 2004
www.ville.gouv.fr/pdf/cnv/education-prevention.pdf

• Des écoles, des familles, des stratégies : cycle de qualification 12, 19, 26 mars 2004. Collectif, Profession Banlieue, nov. 2004

• **La ville et l'école - Les nouvelles formes de ségrégation**
Collectif, VEI Diversité n° 139, déc. 2004

POLITIQUE ÉDUCATIVE LOCALE

• Projet éducatif, territoires et habitants

Collectif, VEI enjeux, hors-série n° 7, sept. 2003

• Politiques éducatives territoriales, dossier documentaire

INJEP, Le Point sur n° 9, juin 2004

• Les modalités du développement éducatif local : des zones d'éducation prioritaires aux politiques éducatives urbaines. André Chambon, Presses univ. du Septentrion, nov. 2002

• **Pour un projet local d'éducation partagée. Actes de la journée thématique du 21 octobre 2003**
Pôle de ressources départemental Villes et développement social Val d'Oise, oct. 2004

• **École et développement éducatif local. Mutations, enjeux et pratiques**
Pôle de ressources départemental

Villes et développement social Val d'Oise, juil. 2003, coll. Soirées du Pôle

• **Adultes-relais, un lien dans la ville**
DIV, fév. 2002. www.ville.gouv.fr

DÉSCOLARISATION

• **Rapport de recherche sur la déscolarisation dans le Mantois**
Hugues Lagrange, Suzanne Cagliero, DIV, déc. 2001

www.i.ville.gouv.fr/divbib/doc/descolarisation.pdf

• Malaise dans la scolarisation.

Rapport de recherche sur les processus de déscolarisation à Corbeil et Grigny, Essonne
Jacqueline Costa-Lascoux (Dir.), PJJ, sept. 2002

www.cisad.adc.education.fr/descolarisation/documents/Costa-Lascoux.pdf

• **Prévenir les ruptures scolaires**
Collectif, VEI Enjeux, n° 132, mars 2003

• Le décrochage scolaire : une fatalité ?

Bernard Pain, Dominique Glasman, Jacques Pain..., VEI Enjeux, n° 122, sept. 2000

• La déscolarisation

Sous la direction de Dominique Glasman et Françoise Cœuvard, La Dispute, 2004

• **Veille éducative. Première rencontre nationale. Une démarche collégiale de prévention des ruptures scolaires et éducatives, Actes de la rencontre du 17 septembre 2003**
Région Ile-de-France, DIV, Profession Banlieue. www.i.ville.gouv.fr

• **Les manquements à l'obligation scolaire**
Luc Machard, ministère délégué à la Famille, 2003

© C. COULANGEANCE VU



« La main à la pâte »

Retrouvez les outils pédagogiques de l'opération « La main à la pâte » sur leur site internet. Le site explique la démarche innovante de l'association, qui aide à la mise en place à l'école d'un enseignement des sciences de qualité, via l'investigation scientifique et l'expérimentation. On y retrouve une documentation scientifique assez riche, réalisée par des professionnels et l'équipe de « La main à la pâte », des activités pratiques à tester en classe, un forum d'échanges, l'actualité, les contacts utiles...

Site Internet : www.lamap.fr

www.lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000020/0000.pdf

• Les oubliés de l'école en France : l'état de l'enfance

Gabriel Langouet, Observatoire de l'enfance en France, Hachette, mars 2003

• **Les classes relais. Un dispositif pour les élèves en rupture avec l'école**
Elisabeth Martin, Stéphane Bonnery, ESF Editeur, août 2002

ILLETTRISME

• Vaincre l'illettrisme : dossier

Collectif, Économie et humanisme, déc. 2002, n° 363

• La mise en œuvre du plan de prévention de l'illettrisme au cours préparatoire en 2003-2004

Inspection générale de l'Éducation nationale, La Documentation française, août 2004
www.ladocfrancaise.gouv.fr/brp/notices/044000383.html

PARENTALITÉ

• **L'accompagnement des parents**
Bruno Ribes, Dunod, juin 2003

• **Soutien à la parentalité et développement social local : quels réseaux pour quels intérêts partagés ?**
Pôle de ressources départemental Val d'Oise, 2003

• **Les nouvelles formes de parentalité. Actes des journées nationales de la FNEPE**

Collectif, l'École des parents, hors-série mars 2005

SITES INTERNET

• Programme interministériel de recherches sur « les processus de déscolarisation »

www.cisad.adc.education.fr/descolarisation/
12 rapports en ligne sélectionnés à l'issue de l'appel à projets de recherche, visant à mieux connaître les processus qui conduisent à des situations de déscolarisation de jeunes soumis à l'obligation scolaire

• Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France - ANDEV

www.andeve.com.fr
Un dossier sur la veille éducative et sur la réussite éducative

• Ministère délégué au Logement et à la Ville

www.ville.gouv.fr
Dossiers sur la veille éducative et les adultes-relais

• Ville, École, Intégration

www.cndp.fr/vei
Service spécialisé du SCEREN-CNDP travaillant sur les quartiers prioritaires, ce centre de ressources a pour mission d'informer tous les acteurs de l'éducation et de l'action sociale.

Comme la Ville

194, av. du Président-Wilson, 93217 Saint-Denis-La Plaine
Tél. : 01 49 17 46 18

Directrice de la publication :
Claude Brévan

Directeur de la rédaction :
Robert Deville

Rédactrice en chef :
Corinne Gonther

Ont collaboré à ce numéro :
Bruno Crozat,
Marion Desjardins,
Jonathan Desoindre,
Anne Dhoquois,
Caroline Hamon,
Thierry Pascal,

Alexandra Perez.

Directrice de création :

Véronique Puvilland

Maquettiste-graphiste :

Elisabeth Speno

Secrétaire de rédaction :

Laurence Katona

Iconographe : Camille Pillias

Suivi d'édition :

Jean-Stéphane Migot

Abonnements :

01 49 17 46 18 ou
abonnements@ville.gouv.fr



Impression : Imprimerie IME,
25110 Baume-les-Dames.
Magazine trimestriel.
Commission paritaire :
0306 B 05703
ISSN : 1628-7185

Site Internet : www.ville.gouv.fr
Pour toute correspondance :
div-info@ville.gouv.fr

Oui, je m'abonne à

○ Comme la Ville (4 numéros/an) : 18 €

Nom : _____ Prénom : _____

Organisme/institution : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

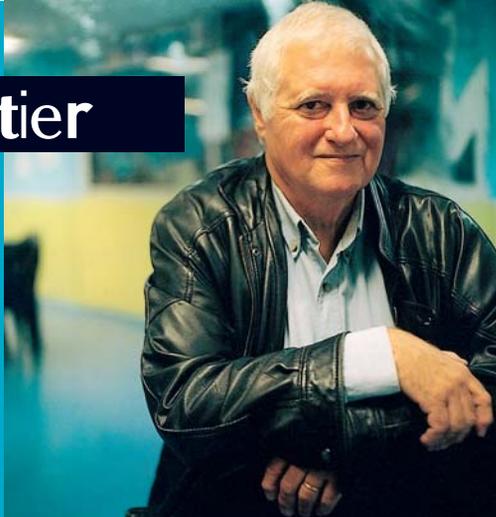
Tél. : _____ E-mail : _____

- Chèque bancaire à l'ordre du Régisseur de recettes de la DIV
○ Chèque postal à l'ordre du Régisseur de recettes de la DIV
○ Bon de commande (pour les services administratifs)

Renvoyer à Délégation interministérielle à la ville, 194, av. du Président-Wilson
93217 Saint-Denis-La-Plaine - France

N° Siret: 1200 300 51000 11 - Code APE: 751 C

Cahier de l'organisme



Jean-Pierre Guérini, coordonnateur de la veille éducative

Directeur de la mission Ville à Courcouronnes (Essonne), Jean-Pierre Guérini coordonne la cellule de veille éducative*.

En deux ans et demi d'existence, la cellule de veille éducative de Courcouronnes (Essonne) a été sollicitée pour une centaine de cas d'enfants en difficulté. Elle en a traité une soixantaine, 50 garçons et 8 filles exactement : «*Les autres ne relevaient pas de l'éducatif, mais plutôt de la justice ou de la police*», avance Jean-Pierre Guérini, le coordonnateur de la cellule. Les enfants suivis, pour les trois quarts, avaient entre 12 et 16 ans. «*Problèmes de discipline, déscolarisation, insultes, violences... les motifs les plus fréquemment rencontrés sont ceux-là. Il faut y ajouter quelques cas rares de fugue, racket, recel ou encore un mariage forcé*», ajoute Jean-Pierre Guérini. Les problèmes de ces jeunes, il les connaît bien. En tant que professionnel, mais aussi parce qu'il vécut à la cité Rougemont de Sevrans (Essonne) de nombreuses années. «*La vie en HLM m'a toujours plu, et je me suis beaucoup investi dans une association de mon quartier. J'étais en contact permanent avec les jeunes.*» En 1996, il décide de faire de sa connaissance du terrain son métier et devient coordonnateur du CCPD (Conseil communal de prévention de la délinquance) de Courcouronnes, avant de prendre en charge la mission Ville, la prévention de la délinquance et le Contrat local de sécurité.

« Mon rôle est de mettre en connexion les partenaires : la plupart ne se connaissent pas. »

L'Éducation nationale, un partenaire privilégié

«*Lorsque les textes de la veille éducative sont sortis, nous fonctionnions déjà beaucoup en réseau*, explique-t-il. *Nous sommes donc entrés dans la démarche tout de suite.*» La cellule de Courcouronnes se compose d'une soixantaine de personnes, dont un premier cercle d'une dizaine représentant la PJJ, la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, la mission locale, les services sociaux ou encore l'Éducation nationale... «*Nous travaillons beaucoup avec cette institution, c'est même la spécificité de notre cellule. Environ 75 % des enfants nous sont envoyés par l'école ou le collège.*» Les autres sont adressés par les services jeunesse,

les centres de loisirs, des associations ou, plus rarement, par un parent. Dans de nombreux cas, la cellule sert à débloquer une situation. Exemple, cette jeune fille mineure, inscrite dans un lycée, mais qui voulait aller dans un autre. Finalement, aucun n'a accepté de la prendre et ses parents ont voulu l'envoyer «*au pays*» pour la marier. «*La jeune fille est allée trouver la mission locale, on a fait jouer le réseau et l'Éducation nationale l'a finalement inscrite.*» Souvent, il s'agit de faire face à un défaut de communication au sein des familles. «*Je me souviens d'un jeune violenté chez lui parce qu'il ne travaillait pas en classe. Il était secrètement en admiration devant son père, chauffeur-routier. Quand on a compris, on a proposé au père de le faire entrer en stage dans son entreprise. Père et fils se sont alors retrouvés autour du métier du père.*»

Trouver un langage commun

«*Mon rôle est de mettre en connexion les partenaires*, estime Jean-Pierre Guérini. *Au départ, j'ai été surpris de voir que la plupart ne se connaissent pas.*» Depuis, les choses ont évolué. Si les institutions ne collaborent pas toujours bien, les acteurs de terrain qui les représentent sont, eux, désormais, très coopératifs. Pour vaincre les résistances et trouver un langage commun, Jean-Pierre Guérini a eu l'idée de faire appel à un formateur, spécialiste de la médiation. «*Nous avons passé deux jours pleins à discuter. Ensemble, on a rédigé un guide qui nous sert de référence.*» En février dernier, les partenaires de la cellule ont également signé un protocole sur l'échange de l'information et le partage du secret. Deux documents qui, selon le coordonnateur, permettent de travailler en toute légitimité et avec sérénité. Et puis, dans le cadre de la réussite éducative, la veille éducative devrait trouver une nouvelle légitimité. Courcouronnes a présenté un projet dont les principaux volets sont le tutorat entre élèves, l'éveil à de nouvelles activités, l'aide aux familles... «*Nous allons servir de cellule de repérage*, estime Jean-Pierre Guérini. *Les deux entités devraient bien se compléter : d'un côté, la veille éducative en repérage d'un public large d'enfants en difficulté, de l'autre, la réussite éducative en soutien à ceux présentant les problèmes les plus lourds.*» □

*En tandem avec Christelle Seigneur, en charge du volet éducatif du Contrat de ville.

Contact

Mission Ville de Courcouronnes © 01 69 91 42 81